

NOTE D'INFORMATION FSMA

Le 15 novembre 2019

NOTE D'INFORMATION RELATIVE A L'OFFRE D'INVESTISSEMENT DANS UNE PRODUCTION AUDIOVISUELLE (CINEMA OU TELEVISION) OU DANS UN SPECTACLE VIVANT PERMETTANT DE BENEFICIER DU SYSTEME DE DEFISCALISATION DIT « TAX SHELTER » OFFERT PAR LA SOCIETE GO WEST INVEST :

Le présent document a été établi par la société GO WEST INVEST (ci-après le prestataire).

Le présent document n'est pas un prospectus et n'a pas été vérifié ou approuvé par l'autorité des services et marchés financiers.

Avertissement : L'Investisseur court le risque de perdre tout ou partie de son Investissement et/ou de ne pas obtenir le rendement attendu, ceci, sous réserve de ce qui est précisé ci-dessous concernant les garanties associées aux Investissements.

NATURE DE LA PRÉSENTE OFFRE – TAX SHELTER

La présente Offre est fondée sur l'Article 194ter du Code des Impôts sur le Revenu (ci-après CIR 1992) en vertu duquel une société belge (ou un établissement belge d'une société étrangère visée à l'article 227, 2° CIR 1992) participant au financement d'une Œuvre audiovisuelle éligible peut bénéficier, à certaines conditions et dans certaines limites, d'une exonération de ses bénéfices imposables à concurrence de 356 % des sommes investies.

Cet Investissement sera concrétisé par la signature d'une Convention-Cadre entre l'Investisseur et le Producteur d'une Œuvre audiovisuelle.

La présente Offre est valable pour les Investissements effectués du 18 novembre 2019 au 17 novembre 2020 (la date de l'Investissement étant la date de signature de la Convention-Cadre par l'Investisseur).

Le montant global de la présente Offre s'élève à 5.000.000 EUR. L'Investissement faisant l'objet de la présente Offre est limitée à un minimum de 5.000 EUR et un maximum de 238.764 EUR par société investisseuse et par année, pour autant que son mouvement de réserves taxables le permette.

Par période imposable, l'exonération dont peuvent bénéficier les Investisseurs qui procèdent à un Investissement dans le cadre d'une Offre Tax Shelter est limitée à 50% des bénéfices réservés imposables réalisés au cours de la période imposable durant laquelle la Convention-Cadre est signée. Cette exonération est, en outre, plafonnée à 850.000€, ce qui correspond à un Investissement maximum de 238.764 EUR (= 850.000€ / 3,56) par entité juridique et par exercice fiscal. Le montant de 238.764 EUR n'est donc pas un maximum absolu. Il serait possible d'investir un montant plus élevé. Cependant, tout Investissement supérieur à 238.764 EUR ne donne lieu à aucun avantage fiscal supplémentaire.

Le rendement de l'Investissement est déterminé par le taux effectif auquel l'Investisseur est imposé. Ainsi, cette offre s'adresse aux sociétés qui sont taxées au taux normal d'imposition de 29,58%,

mais ne convient pas aux PME qui bénéficient du taux réduit d'imposition de 20,40%.

A titre d'exemple, vu que l'exonération correspond à 356 % des sommes investies, une société réalisant des bénéfices réservés imposables de 1.700.000 EUR peut exonérer pour la période un Investissement allant jusqu'à 238.764 EUR (soit 1.700.000 EUR x 50%, plafonné à 850.000 EUR, x 1/356 %) et réaliser une épargne d'impôts de 251.430 EUR (soit 238.764 EUR x 356% x 29,58%).

Le rendement fiscal net de l'Investissement est donc de 5,3 % de ce dernier.

L'Investisseur pourra, en outre, bénéficier d'un intérêt de Euribor + 4,5% du montant de son Investissement, calculé sur 18 mois maximum.

En contrepartie de l'avantage fiscal octroyé, la loi oblige le Producteur qui bénéficie de ce financement « subsidié » à, notamment, dépenser en Belgique l'équivalent d'au moins 186% des sommes ainsi investies. Cet incitant fiscal est communément appelé « Tax Shelter ».

Le Tax Shelter existe depuis 2002. Le texte de loi a été modifié à plusieurs reprises et pour la dernière fois par la loi du 28 avril 2019 (MB du 6 mai 2019) modifiant l'Article 194ter CIR 1992 relatif au régime Tax Shelter pour la production audiovisuelle.

Le placement proposé comporte un certain nombre de risques. Les facteurs de risques sont décrits dans la partie 1 de la présente NOTE D'INFORMATION. Il est recommandé aux Investisseurs intéressés par cette offre de lire attentivement la partie 1 de la présente note.

L'Investissement sera concrétisé par un accord-cadre signé entre l'Investisseur et le Producteur produisant le projet dans lequel l'Investisseur aura choisi d'investir.

L'attention des Investisseurs est attirée sur le fait qu'ils seront liés par les termes des conventions qu'ils signeront avec le Producteur. Ces conventions sont proposées par GO WEST INVEST et signées en présence de GO WEST INVEST. La présente NOTE D'INFORMATION ne constitue qu'une explication et un résumé des dispositions fiscales applicables à l'Investissement. Chaque Investisseur est en outre tenu d'examiner, au besoin avec l'aide de ses propres conseillers, sa situation juridique et fiscale et son intérêt à participer à l'Investissement proposé.

Un Investissement dans une production audiovisuelle en vue de l'obtention de l'exonération fiscale ne constitue pas une participation au capital du prestataire ou du Producteur de l'Œuvre audiovisuelle. Il constitue un Investissement à fonds perdus, l'Investisseur n'étant pas intéressé à l'éventuel succès financier de l'Œuvre audiovisuelle ni à son éventuel échec.

GO WEST INVEST se réserve par ailleurs le droit de mettre fin à son Offre à tout moment et de refuser alors tout engagement de souscription dont la conclusion est postérieure à la fin de l'Offre ou lorsque le montant total de l'offre aura atteint 5.000.000 EUR.

GO WEST INVEST est responsable du contenu de la présente NOTE D'INFORMATION et déclare qu'à sa connaissance, toutes les informations qui y sont contenues sont exactes et vraies.

La présente NOTE D'INFORMATION est disponible gratuitement au siège social de GO WEST INVEST, 52 rue Destrée à 6001 Marcinelle ou sur son site internet. Elle peut également être demandée par e-mail à l'adresse info@gowestinvest.be.

Table des Matières

| | |
|---|-----------|
| PREAMBULE | |
| AVERTISSEMENTS LEGAUX | |
| NATURE DE LA PRÉSENTE OFFRE – TAX SHELTER | 1 |
| TABLE DES MATIÈRES | 3 |
| INDEX | 5 |
| PARTIE 1 : PRINCIPAUX RISQUES PROPRES À L'ÉMETTEUR ET AUX INSTRUMENTS DE PLACEMENT OFFERTS, SPÉCIFIQUES À L'OFFRE CONCERNÉE. | 9 |
| PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES LIÉS À L'OFFRE | 9 |
| 1. RISQUES LIÉS À L'OFFRANT | 9 |
| A. Risques liés à la stabilité financière de GO WEST INVEST | 9 |
| B. Risques liés à la stabilité financière du Producteur | 9 |
| C. Risque de retrait par le SPF Finance de l'agrément de GO WEST INVEST ou du Producteur | 10 |
| D. Risque d'érosion de la position concurrentielle de GO WEST INVEST | 10 |
| 2. RISQUES D'ÉVOLUTION DU CONTEXTE LÉGAL RÉGISSANT LE RÉGIME TAX SHELTER | 10 |
| 3. RISQUES FINANCIERS INHÉRENTS AUX INVESTISSEMENTS | 11 |
| 4. RISQUES LIÉS AU NON-PAIEMENT DE LA PRIME | 11 |
| 5. RISQUES LIÉS AU NON-ACHÈVEMENT DE L'ŒUVRE CONCERNÉ | 11 |
| 6. RISQUES INHÉRENTS À L'INDUSTRIE DU CINÉMA | 12 |
| 7. RISQUE DE NON-RÉALISATION DE DÉPENSES BELGES OU EUROPÉENNES REQUISES | 12 |
| 8. RISQUE D'ILLIQUIDITÉ DE L'INVESTISSEMENT | 12 |
| 9. RISQUES LIÉS À LA NON-OBTENTION COMPLÈTE OU PARTIELLE DE L'AVANTAGE FISCAL | 12 |
| PARTIE 2 : INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR ET L'OFFREUR DE CET INSTRUMENT DE PLACEMENT : | 14 |
| A. IDENTITÉ DE L'ÉMETTEUR / OFFREUR : | 14 |
| a. GO WEST INVEST (offreur) | 14 |
| b. Activités de l'émetteur / offreur : intermédiaire tax shelter | 14 |
| c. Actionnariat : | 14 |
| d. Opérations conclues entre GO WEST INVEST et les Actionnaires : néant | 14 |
| e. Membres du Conseil d'Administration : | 14 |
| f. Rémunération des personnes ci-dessus : | 14 |
| g. Condamnation visées à l'article 20 de la loi du 25 avril 2014 : néant | 15 |
| h. Conflit d'intérêt entre GO WEST et ses Actionnaires ou Administrateurs : néant | 15 |
| i. Commissaire aux comptes : DELOITTE REVISEUR D'ENTREPRISES | 15 |

| | | |
|--|---|-----------|
| B. | INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT GO WEST INVEST : | 15 |
| C. | AGRÉMENT DE GO WEST INVEST EN TANT QU'INTERMÉDIAIRE TAX SHELTER : | 15 |
| PARTIE 3 : INFORMATIONS CONCERNANT L'OFFRE DES INSTRUMENTS DE PLACEMENT : | | 16 |
| <hr/> | | |
| A. | Description de l'offre : | 16 |
| B. | Raison de l'offre | 16 |
| C. | Autres sources de financement du projet dont question au B.a ci-dessus : | 16 |
| D. | Destinataires de l'Offre | 16 |
| PARTIE 4 : INFORMATIONS CONCERNANT LES INSTRUMENTS DE PLACEMENT OFFERTS : | | 18 |
| <hr/> | | |
| A. | Caractéristiques des instruments de placement offerts | 18 |
| | Avantage fiscal | 18 |
| | Rendement financier – Prime Tax Shelter | 19 |
| B. | Garanties octroyées à l'Investisseur | 19 |
| C. | L'Attestation Tax Shelter | 20 |
| D. | Schéma synoptique de l'Offre | 21 |
| ANNEXE 1 : EXTRAIT DE LA FILMOGRAPHIE | | 23 |
| ANNEXE 2 : AGRÉMENT DE GO WEST INVEST | | 24 |
| ANNEXE 3 : ÉTATS FINANCIERS 2016, 2017 ET 2018 | | 25 |
| <hr/> | | |

.....

Index

| | |
|--------------------------------|--|
| Agrément Producteur | L'agrément prévu et défini par l'article 194ter, § 1 ^{er} , 2 ^o du CIR 1992 et l'article 73 4/2, § 1 ^{er} de l'Arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 tel que modifié par l'article 1er de l'Arrêté royal du 19 décembre 2014 portant exécution de l'article 194ter du CIR 1992 et déterminant les modalités et conditions de la procédure d'agrément des sociétés de production et des intermédiaires éligibles, obtenue par chaque Producteur d'une Œuvre et par l'Offrant dans le cadre de la présente Offre du Produit financier. |
| Agrément Intermédiaire | L'agrément prévu et défini par l'article 194ter, § 1 ^{er} , 3 ^o du CIR 1992 et l'article 73 4/2, § 2 de l'Arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 tel que modifié par l'article 1er de l'Arrêté royal du 19 décembre 2014 portant exécution de l'article 194ter du CIR 1992 et déterminant les modalités et conditions de la procédure d'agrément des sociétés de production et des intermédiaires éligibles, obtenue par chaque Producteur d'une Œuvre et par l'Offrant dans le cadre de la présente Offre du Produit financier. |
| Annexes | Les annexes au présent Prospectus, qui en font intégralement partie. |
| Attestation Tax Shelter | Une attestation fiscale, ou une part de cette attestation fiscale, délivrée par le Service public fédéral Finances, exclusivement sur demande du Producteur, à cette société selon les modalités et conditions prévues à l'article 194ter, § 7 et complétées par arrêté royal, sur base de la Convention-Cadre et des dépenses faites pour la réalisation de la production et l'exploitation d'une Œuvre. |
| Budget | Le budget global des dépenses nécessaires pour assurer la production de l'Œuvre. |
| Convention-Cadre | La Convention-Cadre, au sens de l'article 194ter, § 1er, 5 ^o CIR 1992. Dans le cadre de la présente Offre, la Convention-Cadre conclue entre l'Investisseur et un Producteur (en tant que Société de Production Éligible), en présence de GO WEST INVEST (en tant qu'Intermédiaire Éligible). |
| FSMA | Financial Services and Markets Authority (« FSMA ») ou Autorité des Marchés et des Services Financiers. |
| GO WEST INVEST | GO WEST INVEST, une société anonyme de droit belge, ayant son siège social sis à 52 Rue Destrée, 6001 Charleroi, et inscrite auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0825.703.293, étant l'Intermédiaire Éligible dans le cadre de la présente Offre. |

Intermédiaire Éligible

Au sens de l'Article 194ter, §1er, 3° CIR 1992, l'intermédiaire éligible est la personne physique ou morale qui intervient dans le cadre de la négociation et de la conclusion d'une Convention-Cadre dans l'optique de la délivrance d'une Attestation Tax Shelter moyennant une rémunération ou un avantage, qui n'est pas elle-même un Producteur Éligible ou un Investisseur et qui a été agréée en tant que tel par le ministre qui a les Finances dans ses attributions, suivant une procédure simplifiée dont les modalités et conditions sont déterminées par le Roi. Dans le cadre de la présente Offre, l'Intermédiaire Éligible est GO WEST INVEST.

Le rôle de l'Intermédiaire consiste à sélectionner des Producteurs et rechercher des Investisseurs qui souhaiteront investir dans des productions audiovisuelles.

Investissement

La part de l'Investisseur au financement d'une Œuvre, pour un montant total forfaitaire définitif tel que spécifié à l'article 1 de la Convention-Cadre. Plus spécifiquement, c'est le montant pour lequel l'Investisseur s'engage à participer au financement de la production d'une Œuvre aux termes de la Convention-Cadre.

C'est le montant de l'Investissement qui servira de base pour le calcul de la somme que l'Investisseur pourra déduire de sa base taxable.

Investisseur

La société belge ou un établissement belge d'une société étrangère visée à l'article 227, 2° du Code des Impôts sur le Revenu, qui réalise un Investissement dans les conditions visées à la Convention-Cadre, plus amplement qualifié en préambule de la Convention-Cadre.

NOTE D'INFORMATION Le présent document, ainsi que l'ensemble de ses Annexes qui en font partie intégrante.

Œuvre

Une Œuvre éligible au sens de l'Article 194ter, § 1er, 4°, CIR 1992 qui fait l'objet de la Convention-Cadre. Il s'agit d'une Œuvre audiovisuelle européenne, telle qu'un film de fiction, documentaire ou d'animation, destiné à une exploitation cinématographique, un film court-métrage, à l'exception des courts-métrages publicitaires, un téléfilm de fiction longue, le cas échéant en épisodes, une série télévisuelle de fiction ou d'animation, des séries destinées aux enfants et aux jeunes, à savoir des séries de fiction à contenu éducatif, culturel et informatif pour un groupe cible d'enfants et de jeunes de 0 à 16 ans, un programme télévisuel documentaire, qui est agréée par les services compétents de la Communauté concernée comme Œuvre Européenne.

Les productions internationales dans la catégorie film de fiction, documentaire ou d'animation destinées à une exploitation cinématographique sont éligibles à condition :

soit de tomber dans le champ d'application de la Directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2010

visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels (Directive «Services de médias audiovisuels»);

soit de tomber dans le champ d'application d'une convention bilatérale en matière de coproduction conclue par la Belgique avec un autre État. Par État, et cela vaut également pour la Belgique, sont visés à la fois le niveau fédéral et toutes les subdivisions administratives.

| | |
|--------------------------|---|
| Œuvre Européenne | L'Œuvre Européenne telle que définie par la Directive «Télévision sans frontières» du 3 octobre 1989 (89/552/EEC), amendée par la Directive 97/36/EC du 30 juin 1997 et ratifiée par la Communauté française le 4 janvier 1999, la Communauté flamande le 25 janvier 1995 et la Région de Bruxelles-Capitale le 30 mars 1995. |
| Offrant | La société qui propose l'Offre à l'Investisseur. Dans le cadre de la présente Offre, l'offrant est GO WEST INVEST. |
| Offre | L'offre à l'Investisseur de souscrire le Produit financier en vertu de la présente NOTE D'INFORMATION, en concluant une Convention-Cadre avec un Producteur. |
| Prime | Intérêt payé par le Producteur à l'investisseur calculé au taux de Euribor + 4,5% sur 18 mois. |
| Producteur | Une société ayant obtenu l'agrément comme société de production éligible au sens de l'Article 194ter CIR 1992 produisant l'Œuvre, plus amplement qualifiée en préambule de la Convention-Cadre. |
| Produit financier | Le droit proposé par GO WEST INVEST, dans le cadre de l'Offre à un Investisseur, de conclure une Convention-Cadre entre cet Investisseur et le Producteur en vue de l'obtention d'une Attestation Tax Shelter et du paiement de la Prime Tax Shelter. |
| Tax Shelter | Le régime belge du Tax Shelter tel que défini à l'article 194ter du CIR 1992. Un incitant fiscal destiné à encourager la production d'Œuvres audiovisuelles et cinématographiques. Ce régime fiscal permet aux sociétés belges et aux établissements belges de sociétés étrangères visées à l'article 227, 2° du Code des Impôts sur le Revenu qui souhaitent investir dans le soutien de la production audiovisuelle de bénéficier d'une exonération fiscale, plus précisément d'une exonération de leurs bénéfices imposables à concurrence de 356% des sommes effectivement versées dans le cadre de cet Investissement. Cette immunisation ne peut excéder huit cent cinquante mille euros (850.000 EUR) ou 50% des bénéfices réservés imposables de l'exercice calculés avant exonération. |

**Valeur fiscale estimée de
l'attestation tax shelter**

Plus petit des deux montants suivants :

- 1) 70% de la valeur des dépenses totales réalisées dans l'Espace
Économique Européen
- 2) 10/9 ème de la valeur des dépenses éligibles belges



Partie 1 : Principaux risques propres à l'émetteur et aux instruments de placement offerts, spécifiques à l'offre concernée.

La présente Offre comporte, dans le chef de l'Investisseur, un certain nombre de risques dont principalement celui de ne pas obtenir, partiellement ou dans sa totalité, l'avantage fiscal prévu à l'Article 194ter CIR 1992.

L'ensemble des facteurs de risques liés à la présente Offre sont plus amplement décrits ci-dessous. Compte tenu des risques liés à la présente Offre, l'Investisseur est invité, préalablement à toute décision d'Investissement, à prendre connaissance de l'ensemble de la présente NOTE D'INFORMATION, et en particulier la présente Partie 1 consacrée aux facteurs de risques liés à la présente Offre.

La présente NOTE D'INFORMATION énonce les mesures prises pour identifier et gérer ce risque.

Principaux facteurs de risques liés à l'offre

1. Risques liés à l'Offrant

A. Risques liés à la stabilité financière de GO WEST INVEST

Le risque de faillite de GO WEST INVEST existe comme pour toute autre société.

L'activité de GO WEST INVEST consiste à mettre des entreprises belges en relation avec un Producteur en vue de placer une partie de leurs bénéfices réservés imposables sous le régime Tax Shelter afin d'obtenir une ou plusieurs Attestations Tax Shelter permettant une exonération importante de leur impôt des sociétés et de percevoir une rémunération financière sur le montant placé. En échange de cette activité, GO WEST INVEST perçoit une commission de la part du Producteur à qui les fonds sont destinés.

Ce risque est cependant limité par le fait que GO WEST INVEST intervient uniquement comme Intermédiaire Éligible au sens de l'article 194ter CIR 1992, et est donc peu susceptible de tomber en faillite. Elle n'est jamais signataire des contrats de coproduction des films concernés qui sont, eux, signés par le Producteur.

Une faillite éventuelle de GO WEST INVEST ne pourrait entraîner ni la perte de l'avantage fiscal, ni la perte de la rémunération sur les contrats en cours.

B. Risques liés à la stabilité financière du Producteur

La faillite éventuelle du Producteur peut mener à l'arrêt du projet, à la perte de l'avantage fiscal (aucune Attestation fiscale ne sera en effet délivrée dans ce cas), et de la prime Tax Shelter.

Il est toutefois possible qu'un autre Producteur de films agréé reprenne dans ce cas la production (déjà en cours) et fournisse alors quand même une Attestation Tax Shelter aux Investisseurs.

En vue de couvrir ce risque, GO WEST INVEST ne traite qu'avec des Producteurs fiables et acceptant de fournir à l'Investisseur une Garantie bancaire ou une Assurance de bonne fin fiscale en vue d'indemniser l'Investisseur si tout ou partie de l'avantage fiscal ou de la prime sur Investissement ne pourraient pas être perçus par lui.

En outre, GO WEST INVEST réalise, pour chaque Œuvre sélectionnée, une analyse approfondie de sa viabilité, et n'accepte de l'ajouter à son catalogue des Œuvres proposées, que pour autant que son financement confirmé soit d'au moins 75% du budget total.

C. Risque de retrait par le SPF Finance de l'agrément de GO WEST INVEST ou du Producteur

Le retrait par le SPF Finances de l'Agrément Intermédiaire de GO WEST INVEST ne peut remettre en cause l'avantage fiscal procuré par l'Investissement pour les contrats en cours.

GO WEST INVEST s'engage à ne pas conclure de nouveaux contrats en cas de retrait de l'Agrément Intermédiaire.

Le retrait par le SPF Finances de l'Agrément Producteur ne peut remettre en cause l'avantage fiscal procuré par l'Investissement pour les contrats en cours.

GO WEST INVEST s'engage à ne pas conclure de nouveaux contrats en cas de retrait de l'Agrément Producteur, avec le Producteur dont l'agrément lui aurait été retiré.

D. Risque d'érosion de la position concurrentielle de GO WEST INVEST

La position concurrentielle de GO WEST INVEST pourrait être mise à mal par les activités de sociétés concurrentes, voire par l'arrivée de nouveaux concurrents sur le marché. De tels concurrents peuvent attirer des Œuvres et empêcher ainsi GO WEST INVEST de les sélectionner comme Œuvre et donc de les proposer aux Investisseurs.

Ce risque n'a toutefois aucun impact financier sur les rendements qui reviennent aux Investisseurs.

Go West ne propose aux Investisseurs que des projets pour lesquels il a été formellement mandaté pour un Producteur.

Go West fait, notamment, partie du Groupe DUPUIS dont la filiale BELVISION est un des plus gros Producteur BELGE d'Œuvre audiovisuelles.

2. Risques d'évolution du contexte légal régissant le régime Tax Shelter

Les produits financiers utilisant les mécanismes du Tax Shelter sont, par hypothèse, dépendants du maintien de la mesure dans son état actuel. Le Tax Shelter existe depuis 2002 ; le texte de loi a été modifié à plusieurs reprises.

GO WEST INVEST suit l'évolution législative de très près. En l'état actuel des informations disponibles, GO WEST INVEST ne s'attend pas à une nouvelle modification de l'Article 194ter CIR 1992, qui pourrait avoir un impact significatif sur son Offre.

En cas de modification de la législation Tax Shelter, GO WEST INVEST se réserve le droit, de sa propre initiative, de modifier, corriger et/ou retirer tout ou partie de l'Offre et/ou d'accepter ou de rejeter en tout ou en partie un Investissement d'un Investisseur ou d'attribuer à un possible Investisseur un montant de l'Investissement qui est inférieur à ce que cet Investisseur souhaite investir. GO WEST INVEST ne peut en aucun cas être tenue pour responsable envers n'importe quel Investisseur si l'un des cas susmentionnés venait à se présenter.

Une éventuelle modification de la loi ne devrait pas impacter les accords-cadres signés antérieurement à la modification.

Toute modification des dispositions légales relatives à la présente Offre, donnera lieu à la publication d'une nouvelle NOTE D'INFORMATION. Le cas échéant, tout Investisseur qui, au moment de la publication du supplément, n'aurait pas encore signé de Convention-Cadre, disposera d'une possibilité de rétractation pour se retirer de la présente Offre.

3. Risques financiers inhérents aux Investissements

L'Investisseur qui participe à la présente Offre peut, moyennant le respect des conditions prescrites par l'Article 194ter CIR 1992, bénéficier d'une exonération temporaire de ses bénéfices imposables à concurrence de 356% des sommes effectivement versées par ce dernier en exécution de la Convention-Cadre. Cette Exonération temporaire est destinée à devenir définitive sur base de la réception d'une Attestation Tax Shelter émise par le SPF Finances.

Pour que l'Investisseur qui procède à un Investissement dans le cadre de l'Offre, puisse bénéficier de l'exonération fiscale, plusieurs parties dont l'Investisseur, l'Œuvre, l'Offrant et le Producteur doivent satisfaire à un certain nombre de conditions qui sont détaillées dans la présente NOTE D'INFORMATION, faute de quoi l'Investisseur pourrait perdre tout ou partie de l'avantage fiscal auquel il pouvait prétendre et pourrait être contraint de payer des amendes et des intérêts de retard.

En outre, pour optimiser son rendement, il est de l'intérêt de l'Investisseur d'être soumis en Belgique à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des non-résidents (sociétés) à un taux d'imposition de 29,58 % ou supérieur. Si son taux d'imposition est inférieur à 29,58%, le rendement dont il est question dans le présent Prospectus peut être considérablement plus bas, voire négatif.

4. Risques liés au non-paiement de la prime

L'Article 194ter CIR 1992 permet à l'Investisseur de percevoir une rémunération sur l'Investissement. Celle-ci est déterminée très explicitement par l'Article 194ter CIR 1992, §6. Cette rémunération est appelée le Rendement financier ou la Prime Tax Shelter. Cette rémunération est due par le Producteur à l'Investisseur au moment du transfert de l'Attestation fiscale ou au plus tard 18 mois après le versement effectif de l'Investissement. Ce risque est couvert par la garantie bancaire ou l'Assurance de bonne fin fiscale décrits ci-dessus.

5. Risques liés au non-achèvement de l'Œuvre concerné

Le risque existe qu'une ou plusieurs Œuvre(s) au(x)quelle(s) l'Investissement a été affecté ne soi(en)t pas achevé(s). En pareil cas, l'Investisseur perdra l'avantage fiscal auquel il pouvait prétendre et pourrait être contraint à payer à l'administration fiscale des amendes et intérêts de retard.

Ce risque peut cependant être largement contrôlé via divers mécanismes. D'une part, le risque est réduit en plaçant uniquement dans des Œuvres dont le financement est majoritairement confirmé de manière ferme et définitive au moment où le projet est sélectionné et en collaborant avec des (co)Producteurs fiables avec un excellent « *track record* ».

Go West ne sélectionne une production que si le financement de celle-ci est acquis à 75%.

D'autre part, afin de limiter ce risque, il est prévu divers mécanismes décrits ci-dessous.

Enfin, il convient de souligner que l'approche de GO WEST INVEST sera, dans la très grande majorité des cas, voire dans tous les cas, de participer à des Œuvres qui auront déjà été sélectionnés lors d'un examen en profondeur. Ce premier processus de sélection inclut une « due diligence » sérieuse quant à la viabilité du projet de film et son potentiel commercial sur le territoire domestique et sur les marchés internationaux. Cette analyse est au cœur du métier du groupe Dupuis qui finance des projets sur scénario depuis des décennies et qui met cette expertise au service de GO WEST INVEST.

6. Risques inhérents à l'industrie du cinéma

En Belgique, l'industrie du cinéma est saine, notamment grâce au régime du Tax Shelter, aux aides régionales et à la présence de distributeurs fiables et expérimentés. Toutefois, un changement de cette situation favorable ne peut être exclu. Grâce au principe de « *gap financing* », la non-réalisation d'un projet cinématographique en cours ne sera cependant pas influencée par une dégradation de l'industrie du cinéma.

Une telle dégradation de l'industrie du cinéma peut néanmoins conduire à moyen terme à l'absence de projets cinématographiques valables dans lesquels investir.

Le bénéfice de l'Investissement tax shelter est totalement indépendant du succès commercial de l'Œuvre.

7. Risque de non-réalisation de dépenses belges ou européennes requises

Il se pourrait que le Producteur de l'Œuvre ne réalise pas suffisamment de dépenses éligibles en Belgique ou en Europe au sens de l'article 194ter du CIR. En pareil cas, l'Investisseur perdra tout ou partie de l'avantage fiscal auquel il pouvait prétendre et sera probablement contraint de payer à l'administration fiscale des amendes et des intérêts de retard. La valeur de l'avantage fiscal dépend de la valeur définitive de l'Attestation fiscale.

La valeur de cette Attestation Tax Shelter est de 100 % si toutes les conditions définies par la loi sont respectées. Si, par exemple, les dépenses belges ou européennes qualifiées ne sont pas suffisantes, la valeur de l'Attestation Tax Shelter sera réduite au prorata.

GO WEST INVEST a mis en place différents mécanismes de contrôle pour limiter ce risque, mais la responsabilité finale d'effectivement réaliser suffisamment de dépenses locales, dans les délais requis, relève de la responsabilité du Producteur.

Afin de circonscrire ce risque, il est renvoyé aux mécanismes de sécurisation décrits ci-dessous, à savoir les Garanties bancaires ou les Assurances de bonne fin fiscale.

8. Risque d'illiquidité de l'Investissement

L'attention de l'Investisseur est également attirée sur le risque d'illiquidité de l'Investissement auquel il souscrit en participant à la présente Offre.

L'Investissement est incessible.

9. Risques liés à la non-obtention complète ou partielle de l'avantage fiscal

L'Investisseur qui participe à la présente Offre peut, moyennant le respect des conditions prescrites par l'Article 194ter CIR 1992, bénéficier d'une exonération de ses bénéfices imposables à concurrence de 356% des sommes effectivement versées par ce dernier dans le cadre de la présente Offre.

Il existe donc un risque de non-obtention de cet avantage fiscal en cas de manquement à ces conditions. Ces conditions, pour que l'Investisseur puisse obtenir l'avantage fiscal, sont détaillées dans la présente NOTE D'INFORMATION. Le respect de certaines des conditions n'incombe pas à l'Investisseur et ce dernier n'a donc pas d'influence à ce niveau, essentiellement la conformité de la Convention-Cadre à l'article 194ter du CIR, l'achèvement de l'Œuvre et la réalisation d'un certain montant de dépenses de production en Belgique et dans l'Espace économique européen.

Afin de prémunir l'Investisseur contre ces risques, notamment liés à un manque de dépenses belges et européennes, (et de défaut de délivrance d'une Attestation Tax Shelter ou de délivrance d'une Attestation Tax Shelter d'une valeur fiscale partielle) ou au non achèvement de l'Œuvre, comme le

requiert l'Article 194ter CIR 1992, GO WEST INVEST assure, grâce à son expérience et sa connaissance de l'industrie audiovisuelle, une sélection rigoureuse des projets ainsi qu'un suivi et un contrôle stricts des modalités de production de chacune des Œuvres sélectionnées. Elle veille ainsi à retenir des Producteurs qui ont témoigné de leur sérieux et de leur professionnalisme dans la gestion des Œuvres audiovisuelles qu'ils produisent, ce qui devrait en principe prémunir les Investisseurs d'un risque de manque de dépenses belges et/ou du non-achèvement du film.

Toutefois, si l'Investisseur le souhaite, une Garantie bancaire peut lui être fournie par le Producteur, ou une Assurance de bonne fin fiscale, souscrite par le Producteur, couvrant le risque fiscal et le paiement de la prime.

GO WEST INVEST s'engage à obtenir ces garanties de la part du Producteur.

Dans l'historique de l'activité de GO WEST INVEST, 100% des projets ont été livrés et 100 % des Attestations Tax Shelter nécessaires à l'obtention de l'exonération fiscale définitive dans le chef des Investisseurs a été obtenue.

.....

Partie 2 : Informations concernant l'émetteur et l'offreur de cet instrument de placement :

A. Identité de l'émetteur / offreur :

- a. GO WEST INVEST (offreur)
- i. Siège social : 52 rue Destrée, 6001 Marcinelle
 - ii. Forme juridique : Société anonyme
 - iii. Numéro d'entreprise : 0825 703 293
 - iv. <http://www.gowestinvest.be>
- b. Activités de l'émetteur / offreur : intermédiaire tax shelter.
L'activité de GO WEST INVEST consiste à sélectionner scrupuleusement les Producteurs et leurs productions, pour, par la suite, proposer aux Investisseurs d'investir dans une ou plusieurs parmi celles-ci. GO WEST INVEST va donc proposer à l'Investisseur un catalogue de projets en vue de permettre à celui-ci de choisir le ou les projets dans lesquels il souhaite investir. Un extrait du line-up des projets pour lesquels GO WEST INVEST a agi comme intermédiaire est joint en annexe 1.
- c. Actionnariat :
- i. DREAMWALL : 10,5%
 - ii. GENVAL LES DAMES : 10%
 - iii. FDP PRODUCTION : 10%
 - iv. WIZZ DISTRICT : 10%
 - v. EMAKINA GROUP : 10%
 - vi. WALLIMAGE ENTREPRISES : 24,5%
 - vii. SAMBRINVEST : 6,25%
 - viii. INVEST MONS BORINAGE : 6,25%
 - ix. HOCCINVEST : 6,25%
 - x. NIVELINVEST : 6,25%
- L'actionnariat de GO WEST INVEST est constitué à 51% par des prestataires dans le domaine de la production l'audiovisuelle (actionnaires de i à v).
Les 49% restants étant détenus par des sociétés publiques ou assimilées.
- d. Opérations conclues entre GO WEST INVEST et les Actionnaires : néant
- e. Membres du Conseil d'Administration :
- i. AV CONSULT : représentée par monsieur Léon PERAHIA
 - ii. WALLIMAGE SA : représentée par madame Virginie NOUVELLE
 - iii. FDP PRODUCTION : représentée par monsieur Frédéric DECOUX
 - iv. WIZZ DISTRICT : représentée par monsieur Michel DENIS
 - v. GENVAL LES DAMES : représentée par monsieur Etienne DONTAINE
 - vi. EMAKINA GROUP : représentée par monsieur Thierry WILLER
- f. Rémunération des personnes ci-dessus :
- i. Au titre de la fonction d'Administrateur : néant
 - ii. Au titre de prestations de gestion en 2018: AV CONSULT : 42.000 euros

- g. Condamnation visées à l'article 20 de la loi du 25 avril 2014 : néant
- h. Conflit d'intérêt entre GO WEST et ses Actionnaires ou Administrateurs : néant
- i. Commissaire aux comptes : DELOITTE REVISEUR D'ENTREPRISES.

B. Informations financières concernant GO WEST INVEST :

- a. Voir États Financiers des années 2016, 2017 et 2018 de GO WEST INVEST en annexe 3.
- b. GO WEST INVEST déclare que de son point de vue, son fonds de roulement net est suffisant au regard de ses obligations sur les douze prochains mois
- c. Capitaux propres : 213.481, 57 euros au 31/12/2018
- d. Pas de changement significatif depuis la situation financière de la société au 31/12/2018

C. Agrément de GO WEST INVEST en tant qu'intermédiaire Tax shelter :

L'Article 194ter CIR 1992 prévoit que toute Société de Production Éligible et tout Intermédiaire Éligible, doivent obtenir un agrément leur permettant d'exercer leurs rôles respectifs, conformément à l'Article 194ter CIR 1992.

Les procédures de demandes d'agrément auprès du SPF Finances, sont décrites dans un Arrêté royal du 19 décembre 2014, publié aux annexes du Moniteur Belge le 31 décembre 2014. Le 13 février 2015, conformément à la procédure décrite dans l'Arrêté royal susmentionné, GO WEST INVEST a obtenu son agrément pour exercer son rôle de société Intermédiaire Éligible. L'agrément de GO WEST INVEST est repris en annexe 2 à la présente NOTE D'INFORMATION.

Le Producteur avec lequel la Convention-Cadre est conclue, garantit à l'Investisseur qu'il a également obtenu un agrément pour exercer son rôle de Société de Production Éligible, conformément à l'article 194ter CIR 1992. Celui-ci sera joint en annexe au projet de Convention-Cadre.

.....

Partie 3 : Informations concernant l'offre des instruments de placement :

A. Description de l'offre :

- a. Montant maximal pour lequel l'offre est effectuée : 5.000.000 euros
- b. Conditions de l'offre : Les conditions de l'offre sont décrites de manière détaillée au point suivant : « Informations concernant les instruments de placement offerts ».
- c. Prix total des instruments de placement offerts : le montant maximum qu'un Investisseur peut investir dépend de son mouvement des réserves taxables de l'année pour laquelle l'Investissement est réalisé, avec un maximum de 238.764 euros. Les offres de GO WEST INVEST sont de 5.000 euros minimum et 238.764 euros maximum.
- d. Calendrier de l'offre : l'offre est proposée durant toute l'année
- e. Frais à charge de l'Investisseur : néant

Utilisant les possibilités offertes par le régime du "Tax Shelter", GO WEST INVEST propose un Produit financier permettant aux Investisseurs d'investir dans la production d'une Œuvre en Belgique moyennant un avantage fiscal important et des risques limités.

Ce produit est, en tous points, conforme au Produit défini par la Loi communément appelée Loi Tax Shelter.

Tout Investisseur qui souhaite participer à l'Offre visée par la présente NOTE D'INFORMATION s'engage par le biais d'une Convention-Cadre à investir une certaine somme dans l'Œuvre proposée. Chaque Investisseur peut définir lui-même, avec l'aide de GO WEST INVEST, le montant qu'il investit.

L'Offre court du 18 novembre 2019 au 17 novembre 2020 inclus. Pendant la durée de validité de cette NOTE D'INFORMATION, GO WEST INVEST maintient une Offre continue de souscription du Produit financier.

L'Investissement n'implique en aucun cas une participation financière dans le capital d'une personne morale.

B. Raison de l'offre

- a. Description de l'utilisation des fonds recueillis : Investissement dans une Œuvre éligible au financement provenant de fonds tax shelter

C. Autres sources de financement du projet dont question au B.a ci-dessus :

- a. Sources de financement habituelles des projets éligibles au tax shelter tels que fonds régionaux, Investissements de chaînes de télévisions, minima garantis de distributeurs, autres financements publics, Coproducteurs, Fonds propres, etc.

D. Destinataires de l'Offre

Les destinataires de la présente Offre sont exclusivement des sociétés belges, soumises à l'impôt des sociétés, ou des établissements belges de sociétés étrangères soumis en Belgique à l'impôt des non-résidents sociétés, qui réalisent des bénéfices imposables en Belgique et qui signent une Convention-Cadre dans laquelle ils s'engagent à verser des sommes en vue de recevoir une Attestation Tax Shelter leur permettant de

bénéficiaire d'une réduction de leur base taxable de l'année de signature d'une Convention-Cadre. La loi ne permet en effet pas aux personnes physiques de bénéficier des avantages fiscaux prévus par l'Article 194ter CIR 1992.

En outre, en application de l'Article 194ter CIR 1992, l'Investisseur ne peut pas être :

- un Producteur Éligible, au sens de l'Article 194ter CIR 1992;
- une société liée à un Producteur Éligible au sens de l'article 11 du Code des sociétés; ou
- une entreprise de télédiffusion, au sens de l'Article 194ter CIR 1992.
- Une filiale d'une entreprise de télédiffusion.

Dans le cadre de la présente Offre, chaque Investisseur peut investir au minimum 5.000 EUR par souscription et au maximum 238.764 EUR par exercice comptable.

Il est précisé ici que les montants mentionnés ci-dessus sont les montants qui peuvent être effectivement versés par l'Investisseur. Par période imposable, la déduction fiscale ne peut cependant excéder 50% des bénéfices réservés imposables de l'Investisseur, plafonnés à 850.000 EUR. Chaque Investisseur qui participe à la présente Offre est par conséquent tenu de vérifier qu'il est bien un « Investisseur Éligible » au sens de l'Article 194ter CIR 1992.

Chaque Investisseur est par ailleurs tenu de vérifier, au besoin avec l'aide de ses propres conseillers et sous sa seule responsabilité, que rien ne s'oppose à ce qu'il participe à un tel Investissement, que ce soit en raison de son objet social, de ses moyens financiers, de sa stratégie, de ses perspectives, de ses opérations, de ses bénéfices réservés imposables, des conventions auxquelles il serait partie, etc.

En tout état de cause, GO WEST INVEST pourra conseiller l'Investisseur en la matière.

.....

Partie 4 : Informations concernant les instruments de placement offerts :

A. Caractéristiques des instruments de placement offerts

AVANTAGE FISCAL

L'Investisseur qui participe à la présente Offre peut, moyennant le respect des conditions prescrites par l'Article 194ter CIR 1992, bénéficier, pour l'année de la conclusion de la Convention-Cadre visée par le présent Prospectus, d'une exonération fiscale provisoire de ses bénéfices réservés imposables à concurrence de 356% des montants qu'il a versés lors de l'exécution de la Convention-Cadre.

Cette exonération provisoire est néanmoins limitée à 172% du montant de la Valeur fiscale estimée de l'Attestation Tax Shelter, l'exonération définitive étant liée à la valeur de l'Attestation Tax Shelter effectivement délivrée par le SPF Finances. La délivrance de l'Attestation Tax shelter est soumise à certaines conditions et sa valeur est fixée en fonction de montants de dépenses à effectuer par le Producteur.

L'exonération fiscale s'élève à 356% du montant versé par l'Investisseur, ce qui représente une exonération inégalée en matière fiscale. Ainsi, pour un montant d'Investissement de 100 (qui correspond au montant effectivement versé par l'Investisseur), l'Investisseur recevra une exonération (temporaire mais destinée à devenir définitive) de 356. Ce montant, multiplié par le taux marginal d'imposition de l'Investisseur, permet de calculer l'avantage fiscal effectif. Dans le cas d'une taxation au taux ordinaire de 29,58%, celui-ci est équivalent à 105.305€ pour un Investissement de 100.000€

L'exonération temporaire obtenue grâce à l'Investissement devient définitive après vérification, par le fisc, de l'ensemble de l'opération et de son respect des ratios et plafonds visés par l'Article 194ter CIR 1992. L'exonération définitive est égale à 172% de la Valeur fiscale de l'Attestation Tax Shelter émise par le SPF Finances. L'intention est que l'exonération définitive soit égale à l'exonération temporaire de sorte que l'avantage fiscal définitivement obtenu corresponde bien à 356% de l'Investissement initialement consenti par l'Investisseur et à 172% de la Valeur fiscale de l'Attestation Tax Shelter fournie à l'Investisseur.

Par ailleurs, l'exonération provisoire est également limitée par période imposable, d'une part, à 50% des bénéfices réservés imposables de la période et, d'autre part, à un montant maximum absolu de 850.000 EUR.

Pour bénéficier de l'avantage fiscal, l'Investisseur doit verser les sommes dans les 3 mois suivant la signature de la Convention-Cadre.

Il appartient à chaque Investisseur de vérifier, sous sa responsabilité, s'il dispose de suffisamment de bénéfices réservés imposables pour pouvoir bénéficier pleinement de l'avantage fiscal auquel il pourrait avoir droit en raison de l'Investissement qu'il effectuerait dans le cadre de la présente Offre.

En outre, il appartient à l'Investisseur qui bénéficie des taux réduits à l'impôt des sociétés (article 215, al.2 CIR 1992) d'examiner, avec ses conseillers et avant la signature de la Convention-Cadre, l'impact de ces taux réduits sur le gain global de son Investissement.

GO WEST INVEST pourra néanmoins conseiller l'Investisseur sur l'évaluation du montant maximum qu'il pourrait investir compte tenu de l'estimation qu'il fera des bénéfices réservés imposables de l'année.

A noter également que dans l'hypothèse où l'Investisseur ne pouvait bénéficier de la déduction de la totalité des 356% de son Investissement, faute d'avoir un bénéfice réservé imposable suffisant l'année de la signature de l'accord-cadre, la partie non utilisée de ces 356% peut être reportée sur les bénéfices réservés imposables des 4 années suivantes.

RENDEMENT FINANCIER – PRIME TAX SHELTER

En vertu de l'Article 194ter CIR 1992, §6, l'Investisseur peut recevoir une rémunération de la part du Producteur avec lequel il s'est lié par la Convention-Cadre. Cette rémunération est précisée dans la loi, à la fois en terme de durée et en terme de taux maximal autorisé.

La rémunération peut être octroyée pour la période écoulée entre la date du versement de l'Investissement et la date à laquelle l'Attestation Tax Shelter est délivrée à l'Investisseur par le Producteur avec un maximum de 18 mois. Étant donné que le versement de l'Investissement ne peut intervenir qu'au plus tard 3 mois avant la délivrance de l'Attestation Tax Shelter, la période de rémunération sera donc de minimum 3 mois et de maximum 18 mois.

Dans toute la mesure du possible, l'Offrant fera en sorte que l'Investisseur puisse bénéficier de la rémunération durant la période la plus longue possible. En effet, l'Investissement étant plus que récupéré via l'avantage fiscal et ne donnant lieu lui-même à aucun remboursement autre que via ce canal fiscal, il est dans l'intérêt de l'Investisseur de recevoir la rémunération durant la plus longue période possible.

Ainsi, pour un Investissement régi dans la cadre de la présente NOTE D'INFORMATION et dont le versement effectif a lieu entre le 1^{er} janvier et le 30 juin, le taux d'application sera le taux moyen des taux EURIBOR 12 mois du dernier jour des mois de juillet à décembre de l'année précédente, majoré de 450 points de base % et arrondi au centième d'unité inférieur.

De même, pour un Investissement régi dans la cadre du présent Prospectus et dont le versement effectif a lieu entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre, le taux d'application sera le taux moyen des taux EURIBOR 12 mois du dernier jour des mois de janvier à juin précédents, majoré de 450 points de base % et arrondi au centième d'unité inférieur.

B. Garanties octroyées à l'Investisseur

Le Producteur consent à l'Investisseur deux types de garanties : la garantie de la prime et la garantie de bonne fin fiscale.

Le Producteur consent à l'Investisseur une garantie du paiement de la prime. Au choix de l'Investisseur, cette garantie peut prendre la forme d'une garantie bancaire ou de toute autre garantie offerte par le Producteur et acceptée par l'Investisseur.

La garantie de bonne fin fiscale est la garantie, accordée par le Producteur à l'Investisseur, de l'obtention de l'attestation fiscale correspondant à son Investissement. A défaut de pouvoir fournir cette attestation fiscale, le Producteur remboursera à l'Investisseur le redressement fiscal lié au préjudice subi par l'Investisseur, en principal et intérêts.

La garantie de la prime et la garantie de bonne fin fiscale pourra également prendre la forme d'une Assurance couvrant la bonne fin fiscale de l'Investissement.

Le choix entre l'une de ces deux formes de garanties (garantie bancaire ou assurance) est fait par le Producteur en accord avec l'Investisseur.

C. L'Attestation Tax Shelter

Lors de la signature de la Convention-Cadre, l'exonération peut seulement être accordée sur une base provisoire. Cette exonération provisoire correspond à maximum de 356% des montants versés par l'Investisseur en exécution de la Convention-Cadre et limité à 172% de l'estimation finale de la valeur fiscale de l'Attestation Tax Shelter.

L'exonération définitive est limitée à 172% de la valeur fiscale de l'Attestation Tax Shelter à délivrer par le SPF Finances, dans le respect des conditions prévues à l'article 194ter CIR, après achèvement de l'Œuvre, sur bases des dépenses qualifiantes exposées par le Producteur. Par la suite, cette Attestation Tax Shelter sera transférée aux Investisseurs. L'Attestation Tax Shelter pourra être divisée en plusieurs parts qui ne doivent pas être nécessairement égales.

Les Investisseurs ne pourront pas les transférer à un autre contribuable.

Pour limiter le coût budgétaire, les valeurs fiscales totales maximales des Attestations Tax Shelter s'élèvent par Œuvre à 15.000.000 EUR. L'Attestation Tax Shelter devra être effectivement délivrée par le Producteur à l'Investisseur au plus tard le 31 décembre de la quatrième année qui suit celle de la signature de la Convention-Cadre.

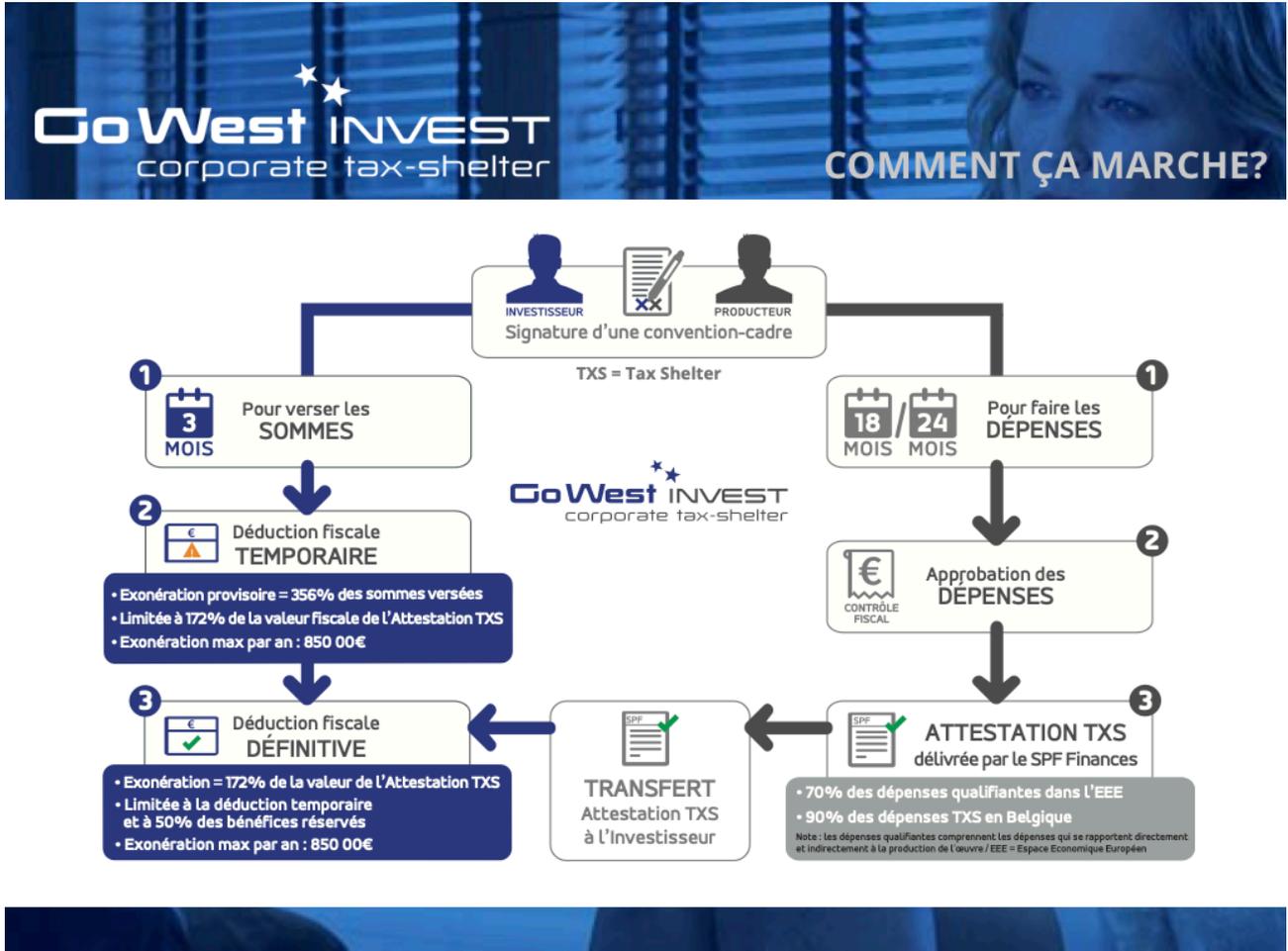
Dans l'éventualité où l'Investisseur n'a pas reçu l'Attestation Tax Shelter dans ce délai, le bénéficiaire exonéré provisoirement est considéré comme bénéficiaire de la dernière période imposable au cours de laquelle l'Attestation Tax Shelter pouvait être délivrée valablement et des intérêts de retard sont dus à partir du 30 juin de l'année qui suit l'année d'imposition pour laquelle l'exonération a été demandée pour la première fois.

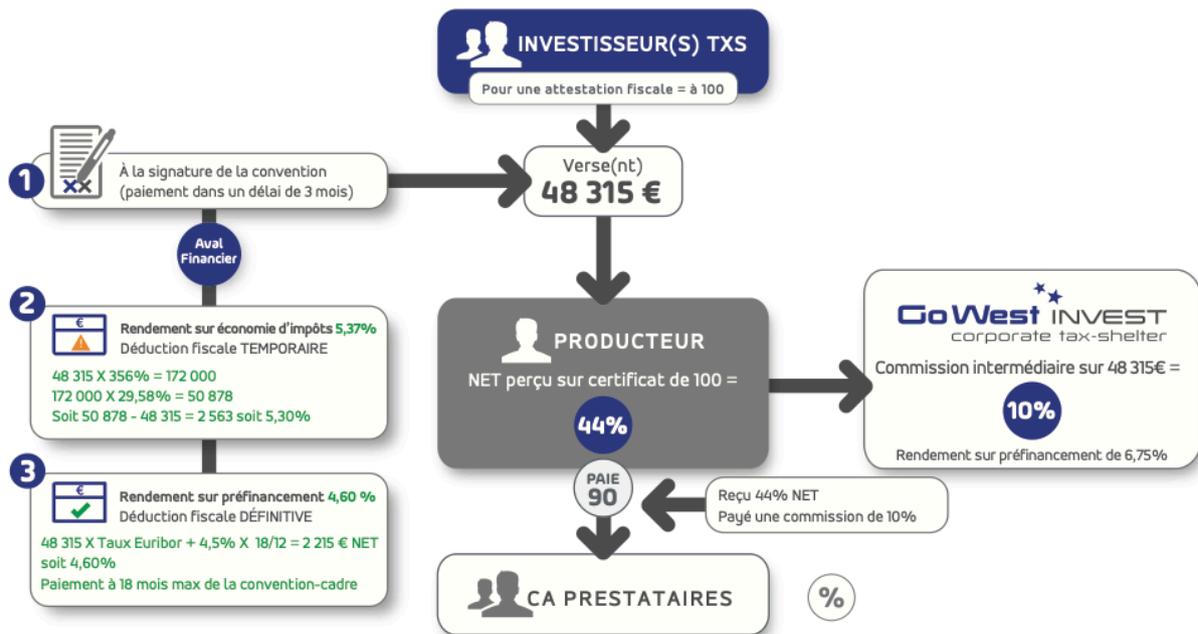
De même, si l'Attestation Tax Shelter est délivrée pour un montant inférieur, les bénéficiaires provisoirement exonérés sont proportionnellement considérés comme des bénéficiaires de la période imposable au cours de laquelle l'Attestation Tax Shelter est délivrée et des intérêts de retard sont dus selon les mêmes conditions, les derniers versements étant visés les premiers. Dans ces deux cas, l'Investisseur pourra faire jouer les Garanties que le Producteur lui a fournies et être ainsi indemnisé pour la partie du rendement qu'il n'aurait pu avoir.

Jusqu'à la date à laquelle l'Attestation Tax Shelter est délivrée par le Producteur, les bénéficiaires exonérés doivent être et rester comptabilisés sur un compte distinct de passif indisponible et ne peuvent pas servir de base au calcul de rémunérations ou attributions quelconques.

Une fois l'Attestation Tax shelter acquise, l'Investisseur pourra transférer les bénéficiaires exonérés à un compte de réserve libre dont il pourra distribuer tout ou partie.

D. Schéma synoptique de l'Offre





Annexe 2 : Agrément de GO WEST INVEST



Service Public
Fédéral
FINANCES

Bruxelles, le 13/02/2015

Administration générale de la
FISCALITE

Fiscalité des Entreprises et des Revenus

SPF FINANCES
Centre de Contrôle Grandes Entreprises
Cellule Tax Shelter
Bld du Jardin Botanique 50 Bte 3353
1000 BRUXELLES
E-mail : taxshelter@minfin.fed.be

SA GO WEST INVEST
RUE DESTREE 52
6001 CHARLEROI

Votre courrier du

Vos références

Nos références

Annexe(s)

Madame, Monsieur,

Concerne : Demande d'agrément comme société intermédiaire éligible dans le cadre du régime de tax shelter.
Application de l'art. 194ter, § 1, 3° du Code des impôts sur les revenus 1992 et l'Arrêté royal du 19 décembre 2014 portant exécution de l'art. 194ter CIR 92 et déterminant les modalités et conditions de la procédure d'agrément des sociétés de production et des intermédiaires éligibles.

Suite à l'examen de votre dossier il s'avère que votre demande du 12/02/2015 remplit les modalités et conditions déterminées dans l'art. 73⁴⁰² § 2er de l'AR/CIR 92.

GO WEST INVEST NE : 0825.703.293 est dorénavant agréé comme société d'intermédiaire éligible dans le cadre du régime de tax shelter.

Toutefois, je vous rappelle que le maintien de l'agrément est subordonné au respect de la législation relative au régime de tax shelter.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Anja Berlinger
Conseiller – Inspecteur principal chef de service
Cellule Tax Shelter

Pour plus d'informations sur votre dossier, veuillez prendre contact avec :

Hecham Yacoubi
Centre de Contrôle Grandes Entreprises – Cellule Tax Shelter
Tél. : 0257 841 39
Fax : 0257 95902
E-mail : hecham.yacoubi@minfin.fed.be
sur rendez-vous

.be

Annexe 3 : États financiers 2016, 2017 et 2018

Voir pièces jointes.

| | | | | | | |
|------|---------------|-----------------|----|----|-----|-----|
| 40 | | | | 1 | EUR | |
| NAT. | Date du dépôt | N° 0825.703.293 | P. | U. | D. | C 1 |

COMPTES ANNUELS ET AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS

DONNÉES D'IDENTIFICATION

DÉNOMINATION: GO WEST INVEST

Forme juridique: SA

Adresse: Rue Jules Destrée

N°: 52

Code postal: 6001

Commune: Marcinelle

Pays: Belgique

Registre des personnes morales (RPM) – Tribunal de Commerce de Mons-Charleroi, division Charleroi

Adresse Internet: ¹

Numéro d'entreprise **0825.703.293**

DATE **6/05/2010** du dépôt de l'acte constitutif OU du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts.

COMPTES ANNUELS **EN EUROS** ²

approuvés par l'assemblée générale du **8/06/2017**

et relatifs à l'exercice couvrant la période du **1/01/2016** au **31/12/2016**

Exercice précédent du **1/01/2015** au **31/12/2015**

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont / ~~ne sont pas~~ ³ identiques à ceux publiés antérieurement

Nombre total de pages déposées: 20 Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet: 6.1, 6.2.1, 6.2.2, 6.2.4, 6.2.5, 6.3.1, 6.3.2, 6.3.3, 6.3.4, 6.3.5, 6.3.6, 6.4.1, 6.4.2, 6.4.3, 6.5.1, 6.5.2, 6.6, 6.7.2, 6.8, 6.9, 6.10, 6.12, 6.14, 6.17, 6.18.2, 6.19, 6.20, 7, 8, 9, 10

Signataire
(nom et qualité)
Av. Consult. SPRL
Représentée par Léon Pérahia



Signataire
(nom et qualité)

¹ Mention facultative.

² Au besoin, adapter la devise et l'unité dans lesquelles les montants sont exprimés.

³ Biffer la mention inutile.

**LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES
ET DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE
VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE****LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES**

LISTE COMPLÈTE avec mention des nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de l'entreprise

AV CONSULT SPRL 0861.264.087

Rue Fonds de l'Eau 49, 5660 Couvin, Belgique

Fonction : Administrateur délégué

Mandat : 8/06/2016- 25/04/2022

Représenté par :

1. PERAHIA Léon

Rue Fonds de l'eau .49 , 5660 Couvin, Belgique

WALLIMAGE SA 0472.062.970

Rue du Onze Novembre 6, 7000 Mons, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 8/06/2016- 25/04/2022

Représenté par :

1. NOUVELLE Virginie

Rue des Canadiens 53 , 7022 Hyon, Belgique

F D P PRODUCTION SPRL 0457.249.783

Avenue Centrale 63, 6001 Marcinelle, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 8/06/2016- 25/04/2022

Représenté par :

1. DECOUX Frédéric

Avenue Centrale 63 , 6001 Marcinelle, Belgique

WIZZ DISTRICT SA 0832.947.314

Place Alphonse Favresse 45, 1310 La Hulpe, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 8/06/2016- 25/04/2022

Représenté par :

1. Denis Michel

Su l'Idge 44 , 5003 Saint-Marc, Belgique

GENVAL LES DAMES SA 0870.130.184

Rue de la Station 6, 1332 Genval, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 8/06/2016- 25/04/2022

Représenté par :

1. DONTAINE Etienne

Avenue Félix 13 , 1330 Rixensart, Belgique

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES (Suite de la page précédente)

Deloitte Réviseurs d' Entreprises SC sfd SCRL 0429.053.863

Gateway Building - Luchthaven nationaal 1J, 1930 Zaventem, Belgique

Fonction : Commissaire, Numéro de membre : B00025

Mandat : 8/06/2016- 29/04/2019

Représenté par :

1. Delforge Julie

Rue Alfred Deponthière 46 , 4431 Loncin, Belgique

, Numéro de membre : A-01879

EMAKINA GROUP SA 0464.812.221

Middelbourg 64A, 1170 Bruxelles 17, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 8/06/2016- 25/04/2022

Représenté par :

1. Willer Thierry

Rue des Trippes 10 , 7850 Marcq, Belgique

DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas autorisée par la loi, en application des articles 34 et 37 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Les comptes annuels ~~ont~~ / n'ont pas * été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable externe, par un réviseur d'entreprises qui n'est pas le commissaire.

Dans l'affirmative, sont mentionnés dans le tableau ci-dessous: les nom, prénoms, profession et domicile; le numéro de membre auprès de son institut et la nature de la mission:

- A. La tenue des comptes de l'entreprise **;
- B. L'établissement des comptes annuels **;
- C. La vérification des comptes annuels et/ou
- D. Le redressement des comptes annuels.

Si des missions visées sous A. ou sous B. ont été accomplies par des comptables agréés ou par des comptables-fiscalistes agréés, peuvent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque comptable agréé ou comptable-fiscaliste agréé et son numéro de membre auprès de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ainsi que la nature de sa mission.

| Nom, prénoms, profession, domicile | Numéro de membre | Nature de la mission (A, B, C et/ou D) |
|------------------------------------|------------------|--|
| | | |

* Biffer la mention inutile.
 ** Mention facultative.

COMPTES ANNUELS

BILAN APRÈS RÉPARTITION

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|----------------|-------|----------|--------------------|
| ACTIF | | | | |
| FRAIS D'ÉTABLISSEMENT | 6.1 | 20 | _____ | _____ |
| ACTIFS IMMOBILISÉS | | 21/28 | _____ | _____ |
| Immobilisations incorporelles | 6.2 | 21 | | |
| Immobilisations corporelles | 6.3 | 22/27 | | |
| Terrains et constructions | | 22 | | |
| Installations, machines et outillage | | 23 | | |
| Mobilier et matériel roulant | | 24 | | |
| Location-financement et droits similaires | | 25 | | |
| Autres immobilisations corporelles | | 26 | | |
| Immobilisations en cours et acomptes versés | | 27 | | |
| Immobilisations financières | 6.4 / 6.5.1 | 28 | | |
| Entreprises liées | 6.15 | 280/1 | | |
| Participations | | 280 | | |
| Créances | | 281 | | |
| Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation | 6.15 | 282/3 | | |
| Participations | | 282 | | |
| Créances | | 283 | | |
| Autres immobilisations financières | | 284/8 | | |
| Actions et parts | | 284 | | |
| Créances et cautionnements en numéraire | | 285/8 | | |

| Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|-------------------|----------|--------------------|
| | 29/58 | 232.509 | 255.632 |
| ACTIFS CIRCULANTS | | | |
| Créances à plus d'un an | 29 | | |
| Créances commerciales | 290 | | |
| Autres créances | 291 | | |
| Stocks et commandes en cours d'exécution | 3 | | |
| Stocks | 30/36 | | |
| Approvisionnements | 30/31 | | |
| En-cours de fabrication | 32 | | |
| Produits finis | 33 | | |
| Marchandises | 34 | | |
| Immeubles destinés à la vente | 35 | | |
| Acomptes versés | 36 | | |
| Commandes en cours d'exécution | 37 | | |
| Créances à un an au plus | 40/41 | 102.996 | 155.815 |
| Créances commerciales | 40 | 102.996 | 155.815 |
| Autres créances | 41 | | |
| Placements de trésorerie | 6.5.1 / 6.6 50/53 | | |
| Actions propres | 50 | | |
| Autres placements | 51/53 | | |
| Valeurs disponibles | 54/58 | 129.513 | 99.817 |
| Comptes de régularisation | 6.6 490/1 | | |
| TOTAL DE L'ACTIF | 20/58 | 232.509 | 255.632 |

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|-------|-------|----------|--------------------|
| PASSIF | | | | |
| CAPITAUX PROPRES | | 10/15 | 207.241 | 195.876 |
| Capital | 6.7.1 | 10 | 200.000 | 200.000 |
| Capital souscrit | | 100 | 200.000 | 200.000 |
| Capital non appelé ⁴ | | 101 | | |
| Primes d'émission | | 11 | | |
| Plus-values de réévaluation | | 12 | | |
| Réserves | | 13 | 2.791 | 2.222 |
| Réserve légale | | 130 | 2.791 | 2.222 |
| Réserves indisponibles | | 131 | | |
| Pour actions propres | | 1310 | | |
| Autres | | 1311 | | |
| Réserves immunisées | | 132 | | |
| Réserves disponibles | | 133 | | |
| Bénéfice (Perte) reporté(e)(+)/(-) | | 14 | 4.450 | -6.346 |
| Subsides en capital | | 15 | | |
| Avance aux associés sur répartition de l'actif net ⁵ | | 19 | | |
| PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS | | 16 | | |
| Provisions pour risques et charges | | 160/5 | | |
| Pensions et obligations similaires | | 160 | | |
| Charges fiscales | | 161 | | |
| Grosses réparations et gros entretien | | 162 | | |
| Obligations environnementales | | 163 | | |
| Autres risques et charges | 6.8 | 164/5 | | |
| Impôts différés | | 168 | | |

⁴ Montant venant en déduction du capital souscrit.

⁵ Montant venant en déduction des autres composantes des capitaux propres.

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|------|-------|---------------|--------------------|
| DETTES | | 17/49 | <u>25.268</u> | <u>59.756</u> |
| Dettes à plus d'un an | 6.9 | 17 | | |
| Dettes financières | | 170/4 | | |
| Emprunts subordonnés | | 170 | | |
| Emprunts obligataires non subordonnés | | 171 | | |
| Dettes de location-financement et dettes assimilées | | 172 | | |
| Etablissements de crédit | | 173 | | |
| Autres emprunts | | 174 | | |
| Dettes commerciales | | 175 | | |
| Fournisseurs | | 1750 | | |
| Effets à payer | | 1751 | | |
| Acomptes reçus sur commandes | | 176 | | |
| Autres dettes | | 178/9 | | |
| Dettes à un an au plus | 6.9 | 42/48 | 25.268 | 59.731 |
| Dettes à plus d'un an échéant dans l'année | | 42 | | |
| Dettes financières | | 43 | | |
| Etablissements de crédit | | 430/8 | | |
| Autres emprunts | | 439 | | |
| Dettes commerciales | | 44 | 17.802 | 18.367 |
| Fournisseurs | | 440/4 | 17.802 | 18.367 |
| Effets à payer | | 441 | | |
| Acomptes reçus sur commandes | | 46 | | |
| Dettes fiscales, salariales et sociales | 6.9 | 45 | 7.436 | 16.364 |
| Impôts | | 450/3 | 7.436 | 16.364 |
| Rémunérations et charges sociales | | 454/9 | | |
| Autres dettes | | 47/48 | 30 | 25.000 |
| Comptes de régularisation | 6.9 | 492/3 | | 25 |
| TOTAL DU PASSIF | | 10/49 | 232.509 | 255.632 |

COMPTE DE RÉSULTATS

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|------|--------|----------|--------------------|
| Ventes et prestations | | 70/76A | 151.344 | 120.202 |
| Chiffre d'affaires | 6.10 | 70 | 151.344 | 120.202 |
| En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution: augmentation (réduction)(+)/(-) | | 71 | | |
| Production immobilisée | | 72 | | |
| Autres produits d'exploitation | 6.10 | 74 | | |
| Produits d'exploitation non récurrents | 6.12 | 76A | | |
| Coût des ventes et des prestations | | 60/66A | 139.395 | 135.177 |
| Approvisionnements et marchandises | | 60 | | |
| Achats | | 600/8 | | |
| Stocks: réduction (augmentation)(+)/(-) | | 609 | | |
| Services et biens divers | | 61 | 139.395 | 115.987 |
| Rémunérations, charges sociales et pensions(+)/(-) | 6.10 | 62 | | |
| Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles | | 630 | | 19.190 |
| Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises)(+)/(-) | | 631/4 | | |
| Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises)(+)/(-) | 6.10 | 635/8 | | |
| Autres charges d'exploitation | 6.10 | 640/8 | | |
| Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration | | 649 | | |
| Charges d'exploitation non récurrentes | 6.12 | 66A | | |
| Bénéfice (Perte) d'exploitation(+)/(-) | | 9901 | 11.949 | -14.975 |

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|------|--------|----------|--------------------|
| Produits financiers | | 75/76B | | |
| Produits financiers récurrents | | 75 | | |
| Produits des immobilisations financières | | 750 | | |
| Produits des actifs circulants | | 751 | | |
| Autres produits financiers | 6.11 | 752/9 | | |
| Produits financiers non récurrents | 6.12 | 76B | | |
| Charges financières | 6.11 | 65/66B | 585 | 411 |
| Charges financières récurrentes | | 65 | 585 | 411 |
| Charges des dettes | | 650 | | |
| Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales: dotations (reprises)(+)/(-) | | 651 | | |
| Autres charges financières | | 652/9 | 585 | 411 |
| Charges financières non récurrentes | 6.12 | 66B | | |
| Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts(+)/(-) | | 9903 | 11.364 | -15.386 |
| Prélèvements sur les impôts différés | | 780 | | |
| Transfert aux impôts différés | | 680 | | |
| Impôts sur le résultat(+)/(-) | 6.13 | 67/77 | | 1.545 |
| Impôts | | 670/3 | | 1.545 |
| Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales | | 77 | | |
| Bénéfice (Perte) de l'exercice(+)/(-) | | 9904 | 11.364 | -16.931 |
| Prélèvements sur les réserves immunisées | | 789 | | |
| Transfert aux réserves immunisées | | 689 | | |
| Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-) | | 9905 | 11.364 | -16.931 |

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|--------|----------|--------------------|
| Bénéfice (Perte) à affecter(+)/(-) | 9906 | 5.018 | -6.346 |
| Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-) | (9905) | 11.364 | -16.931 |
| Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent(+)/(-) | 14P | -6.346 | 10.585 |
| Prélèvements sur les capitaux propres | 791/2 | | |
| sur le capital et les primes d'émission | 791 | | |
| sur les réserves | 792 | | |
| Affectations aux capitaux propres | 691/2 | 568 | |
| au capital et aux primes d'émission | 691 | | |
| à la réserve légale | 6920 | 568 | |
| aux autres réserves | 6921 | | |
| Bénéfice (Perte) à reporter(+)/(-) | (14) | 4.450 | -6.346 |
| Intervention d'associés dans la perte | 794 | | |
| Bénéfice à distribuer | 694/7 | | |
| Rémunération du capital | 694 | | |
| Administrateurs ou gérants | 695 | | |
| Employés | 696 | | |
| Autres allocataires | 697 | | |

**CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, SAVOIR-FAIRE,
MARQUES ET DROITS SIMILAIRES**

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|-------|------------------|--------------------|
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8052P | xxxxxxxxxxxxxxxx | 51.177 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Acquisitions, y compris la production immobilisée | 8022 | | |
| Cessions et désaffectations | 8032 | | |
| Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-) | 8042 | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8052 | 51.177 | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 8122P | xxxxxxxxxxxxxxxx | 51.177 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actés | 8072 | | |
| Repris | 8082 | | |
| Acquis de tiers | 8092 | | |
| Annulés à la suite de cessions et désaffectations | 8102 | | |
| Transférés d'une rubrique à une autre(+)/(-) | 8112 | | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 8122 | 51.177 | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | 211 | _____ | |

ETAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

ETAT DU CAPITAL

Capital social

Capital souscrit au terme de l'exercice
 Capital souscrit au terme de l'exercice

| Codes | Exercice | Exercice précédent |
|-------|-----------------|--------------------|
| 100P | XXXXXXXXXXXXXXX | 200.000 |
| (100) | 200.000 | |

Modifications au cours de l'exercice

Représentation du capital
 Catégories d'actions

Catégories A
 Catégories B
 Actions nominatives
 Actions dématérialisées

| Codes | Montants | Nombre d'actions |
|-------|-----------------|------------------|
| | 101.000 | 1.010 |
| | 99.000 | 990 |
| 8702 | XXXXXXXXXXXXXXX | 2.000 |
| 8703 | XXXXXXXXXXXXXXX | |

Capital non libéré

Capital non appelé
 Capital appelé, non versé
 Actionnaires redevables de libération

| Codes | Montant non appelé | Montant appelé, non versé |
|-------|--------------------|---------------------------|
| (101) | | XXXXXXXXXXXXXXX |
| 8712 | XXXXXXXXXXXXXXX | |

Actions propres

Détenues par la société elle-même
 Montant du capital détenu
 Nombre d'actions correspondantes
 Détenues par ses filiales
 Montant du capital détenu
 Nombre d'actions correspondantes

Engagement d'émission d'actions

Suite à l'exercice de droits de conversion
 Montant des emprunts convertibles en cours
 Montant du capital à souscrire
 Nombre maximum correspondant d'actions à émettre
 Suite à l'exercice de droits de souscription
 Nombre de droits de souscription en circulation
 Montant du capital à souscrire
 Nombre maximum correspondant d'actions à émettre

Capital autorisé non souscrit

| Codes | Exercice |
|-------|----------|
| 8721 | |
| 8722 | |
| 8731 | |
| 8732 | |
| 8740 | |
| 8741 | |
| 8742 | |
| 8745 | |
| 8746 | |
| 8747 | |
| 8751 | |

Parts non représentatives du capital

Répartition

Nombre de parts

Nombre de voix qui y sont attachées

Ventilation par actionnaire

Nombre de parts détenues par la société elle-même

Nombre de parts détenues par les filiales

| Codes | Exercice |
|-------|----------|
| 8761 | |
| 8762 | |
| 8771 | |
| 8781 | |

**RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES AUTRES
ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION**

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|---------|----------|--------------------|
| ENTREPRISES LIÉES | | | |
| Immobilisations financières | (280/1) | | |
| Participations | (280) | | |
| Créances subordonnées | 9271 | | |
| Autres créances | 9281 | | |
| Créances | 9291 | 88.128 | 155.815 |
| A plus d'un an | 9301 | | |
| A un an au plus | 9311 | 88.128 | 155.815 |
| Placements de trésorerie | 9321 | | |
| Actions | 9331 | | |
| Créances | 9341 | | |
| Dettes | 9351 | 30 | |
| A plus d'un an | 9361 | | |
| A un an au plus | 9371 | 30 | |
| Garanties personnelles et réelles | | | |
| Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées | 9381 | | |
| Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises liées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise | 9391 | | |
| Autres engagements financiers significatifs | 9401 | | |
| Résultats financiers | | | |
| Produits des immobilisations financières | 9421 | | |
| Produits des actifs circulants | 9431 | | |
| Autres produits financiers | 9441 | | |
| Charges des dettes | 9461 | | |
| Autres charges financières | 9471 | | |
| Cessions d'actifs immobilisés | | | |
| Plus-values réalisées | 9481 | | |
| Moins-values réalisées | 9491 | | |

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES AUTRES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|-------|----------|--------------------|
| ENTREPRISES ASSOCIÉES | | | |
| Immobilisations financières | 9253 | | |
| Participations | 9263 | | |
| Créances subordonnées | 9273 | | |
| Autres créances | 9283 | | |
| Créances | 9293 | | |
| A plus d'un an | 9303 | | |
| A un an au plus | 9313 | | |
| Dettes | 9353 | | |
| A plus d'un an | 9363 | | |
| A un an au plus | 9373 | | |
| Garanties personnelles et réelles | | | |
| Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises associées | 9383 | | |
| Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises associées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise | 9393 | | |
| Autres engagements financiers significatifs | 9403 | | |
| AUTRES ENTREPRISES AVEC UN LIEN DE PARTICIPATION | | | |
| Immobilisations financières | 9252 | | |
| Participations | 9262 | | |
| Créances subordonnées | 9272 | | |
| Autres créances | 9282 | | |
| Créances | 9292 | | |
| A plus d'un an | 9302 | | |
| A un an au plus | 9312 | | |
| Dettes | 9352 | | |
| A plus d'un an | 9362 | | |
| A un an au plus | 9372 | | |

Exercice

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES EFFECTUÉES DANS DES CONDITIONS AUTRES QUE CELLES DU MARCHÉ

Mention de telles transactions, si elles sont significatives, y compris le montant et indication de la nature des rapports avec la partie liée, ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait nécessaire pour obtenir une meilleure compréhension de la position financière de la société

Néant

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC

LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ENTREPRISE SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES

Créances sur les personnes précitées

Conditions principales des créances, taux d'intérêt, durée, montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé

Garanties constituées en leur faveur

Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable

Aux administrateurs et gérants

Aux anciens administrateurs et anciens gérants

| Codes | Exercice |
|-------|----------|
| 9500 | |
| 9501 | |
| 9502 | |
| 9503 | |
| 9504 | |

LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)

Emoluments du (des) commissaire(s)

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisoriale

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisoriale

| Codes | Exercice |
|-------|----------|
| 9505 | 2.500 |
| 95061 | |
| 95062 | |
| 95063 | |
| 95081 | |
| 95082 | |
| 95083 | |

Mentions en application de l'article 133, paragraphe 6 du Code des sociétés

DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS**INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR LES ENTREPRISES SOUMISES AUX DISPOSITIONS DU CODE DES SOCIÉTÉS RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS**

~~L'entreprise établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion*~~

L'entreprise n'établit pas de comptes consolidés ni de rapport consolidé de gestion, parce qu'elle en est exemptée pour la (les) raison(s) suivante(s) *

L'entreprise et ses filiales ne dépassent pas, sur base consolidée, plus d'une des limites visées à l'article 16 du Code des sociétés *

~~L'entreprise ne possède que des entreprises filiales qui, eu égard à l'évaluation du patrimoine consolidé, de la position financière consolidée ou du résultat consolidé, ne présentent, tant individuellement que collectivement, qu'un intérêt négligeable? (article 140 du Code des sociétés)~~

~~L'entreprise est elle-même filiale d'une entreprise mère qui établit et publie des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation*~~

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, numéro d'entreprise de l'(des) entreprise(s) mère(s) et indication si cette (ces) entreprise(s) mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation **:

Si l'(les) entreprise(s) mère(s) est (sont) de droit étranger, lieu où les comptes consolidés dont question ci-avant peuvent être obtenus **:

* Biffer la mention inutile.

** Si les comptes de l'entreprise sont consolidés à plusieurs niveaux, les renseignements sont donnés d'une part, pour l'ensemble le plus grand et d'autre part, pour l'ensemble le plus petit d'entreprises dont l'entreprise fait partie en tant que filiale et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

| | | | | | | |
|------|---------------|-----------------|----|----|-----|-----|
| 40 | | | | 1 | EUR | |
| NAT. | Date du dépôt | N° 0825.703.293 | P. | U. | D. | C 1 |

COMPTES ANNUELS ET AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS

DONNÉES D'IDENTIFICATION

DÉNOMINATION: GO WEST INVEST

Forme juridique: SA

Adresse: Rue Jules Destrée

N°: 52

Code postal: 6001

Commune: Marcinelle

Pays: Belgique

Registre des personnes morales (RPM) – Tribunal de Commerce de Mons-Charleroi, division Charleroi

Adresse Internet: ¹

Numéro d'entreprise **0825.703.293**

DATE **6/05/2010** du dépôt de l'acte constitutif OU du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts.

COMPTES ANNUELS **EN EUROS (2 décimales)** ²

| | | |
|---|---------------------------------------|----------------------|
| | approuvés par l'assemblée générale du | 7/06/2018 |
| et relatifs à l'exercice couvrant la période du | 1/01/2017 | au 31/12/2017 |
| Exercice précédent du | 1/01/2016 | au 31/12/2016 |

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont / ~~ne sont pas~~ ³ identiques à ceux publiés antérieurement

Nombre total de pages déposées: 26

Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans

objet: 6.1, 6.2.1, 6.2.2, 6.2.4, 6.2.5, 6.3.1, 6.3.2, 6.3.3, 6.3.4, 6.3.5, 6.3.6, 6.4.1, 6.4.2, 6.4.3, 6.5.1, 6.5.2, 6.6, 6.8, 6.12, 6.14, 6.17, 6.18.2, 6.19, 6.20, 7, 8, 9, 10

Signataire
(nom et qualité)
Av. Consult. SPRL
Représentée par **Léon Pérahia**

Signataire
(nom et qualité)

¹ Mention facultative.

² Au besoin, adapter la devise et l'unité dans lesquelles les montants sont exprimés.

³ Biffer la mention inutile.

**LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES
ET DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE
VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE**

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES

LISTE COMPLÈTE avec mention des nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de l'entreprise

AV CONSULT SPRL 0861.264.087

Rue Fonds de l'Eau 49, 5660 Couvin, Belgique

Fonction : Administrateur délégué

Mandat : 8/06/2016- 25/04/2022

Représenté par :

1. PERAHIA Léon

Rue Fonds de l'eau .49 , 5660 Couvin, Belgique

WALLIMAGE SA 0472.062.970

Rue du Onze Novembre 6, 7000 Mons, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 8/06/2016- 25/04/2022

Représenté par :

1. NOUVELLE Virgnie

Rue des Canadiens 53 , 7022 Hyon, Belgique

F D P PRODUCTION SPRL 0457.249.783

Avenue Centrale 63, 6001 Marcinelle, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 8/06/2016- 25/04/2022

Représenté par :

1. DECOUX Frédéric

Avenue Centrale 63 , 6001 Marcinelle, Belgique

WIZZ DISTRICT SA 0832.947.314

Place Alphonse Favresse 45, 1310 La Hulpe, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 8/06/2016- 25/04/2022

Représenté par :

1. Denis Michel

Su l'Tidge 44 , 5003 Saint-Marc, Belgique

GENVAL LES DAMES SA 0870.130.184

Rue de la Station 6, 1332 Genvai, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 8/06/2016- 25/04/2022

Représenté par :

1. DONTAINE Etienne

Avenue Félix 13 , 1330 Rixensart, Belgique

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES (Suite de la page précédente)

Deloitte Réviseurs d' Entreprises SC sfd SCRL 0429.053.863

Gateway Building - Luchthaven nationaal 1J, 1930 Zaventem, Belgique

Fonction : Commissaire, Numéro de membre : B00025

Mandat : 8/06/2016- 29/04/2019

Représenté par :

1. Delforge Julie

Rue Alfred Deponthière 46 , 4431 Loncin, Belgique

, Numéro de membre : A-01879

EMAKINA GROUP SA 0464.812.221

Middelbourg 64A, 1170 Bruxelles 17, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 8/06/2016- 25/04/2022

Représenté par :

1. Willer Thierry

Rue des Trippes 10 , 7850 Marcq, Belgique

DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas autorisée par la loi, en application des articles 34 et 37 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Les comptes annuels ~~ont~~ / n'ont pas * été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable externe, par un réviseur d'entreprises qui n'est pas le commissaire.

Dans l'affirmative, sont mentionnés dans le tableau ci-dessous: les nom, prénoms, profession et domicile; le numéro de membre auprès de son institut et la nature de la mission:

- A. La tenue des comptes de l'entreprise **,
- B. L'établissement des comptes annuels **,
- C. La vérification des comptes annuels et/ou
- D. Le redressement des comptes annuels.

Si des missions visées sous A. ou sous B. ont été accomplies par des comptables agréés ou par des comptables-fiscalistes agréés, peuvent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque comptable agréé ou comptable-fiscaliste agréé et son numéro de membre auprès de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ainsi que la nature de sa mission.

| Nom, prénoms, profession, domicile | Numéro de membre | Nature de la mission (A, B, C et/ou D) |
|------------------------------------|------------------|---|
| | | |

* Biffer la mention inutile.

** Mention facultative.

COMPTES ANNUELS

BILAN APRÈS RÉPARTITION

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|----------------|-------|----------|--------------------|
| ACTIF | | | | |
| FRAIS D'ÉTABLISSEMENT | 6.1 | 20 | _____ | _____ |
| ACTIFS IMMOBILISÉS | | 21/28 | _____ | _____ |
| Immobilisations incorporelles | 6.2 | 21 | | |
| Immobilisations corporelles | 6.3 | 22/27 | | |
| Terrains et constructions | | 22 | | |
| Installations, machines et outillage | | 23 | | |
| Mobilier et matériel roulant | | 24 | | |
| Location-financement et droits similaires | | 25 | | |
| Autres immobilisations corporelles | | 26 | | |
| Immobilisations en cours et acomptes versés | | 27 | | |
| Immobilisations financières | 6.4 / 6.5.1 | 28 | | |
| Entreprises liées | 6.15 | 280/1 | | |
| Participations | | 280 | | |
| Créances | | 281 | | |
| Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation | 6.15 | 282/3 | | |
| Participations | | 282 | | |
| Créances | | 283 | | |
| Autres immobilisations financières | | 284/8 | | |
| Actions et parts | | 284 | | |
| Créances et cautionnements en numéraire | | 285/8 | | |

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|----------------|-------|-------------------|--------------------|
| ACTIFS CIRCULANTS | | 29/58 | <u>234.443,65</u> | <u>232.508,88</u> |
| Créances à plus d'un an | | 29 | | |
| Créances commerciales | | 290 | | |
| Autres créances | | 291 | | |
| Stocks et commandes en cours d'exécution | | 3 | | |
| Stocks | | 30/36 | | |
| Approvisionnements | | 30/31 | | |
| En-cours de fabrication | | 32 | | |
| Produits finis | | 33 | | |
| Marchandises | | 34 | | |
| Immeubles destinés à la vente | | 35 | | |
| Acomptes versés | | 36 | | |
| Commandes en cours d'exécution | | 37 | | |
| Créances à un an au plus | | 40/41 | 65.152,54 | 102.996,41 |
| Créances commerciales | | 40 | 64.130,00 | 102.996,41 |
| Autres créances | | 41 | 1.022,54 | |
| Placements de trésorerie | 6.5.1 / 6.6 | 50/53 | | |
| Actions propres | | 50 | | |
| Autres placements | | 51/53 | | |
| Valeurs disponibles | | 54/58 | 169.291,11 | 129.512,47 |
| Comptes de régularisation | 6.6 | 490/1 | | |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 20/58 | 234.443,65 | 232.508,88 |

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|-------|-------|-----------------------------|-----------------------------|
| PASSIF | | | | |
| CAPITAUX PROPRES | | 10/15 | <u>208.999,97</u> | <u>207.240,70</u> |
| Capital | 6.7.1 | 10 | 200.000,00 | 200.000,00 |
| Capital souscrit | | 100 | 200.000,00 | 200.000,00 |
| Capital non appelé ⁴ | | 101 | | |
| Primes d'émission | | 11 | | |
| Plus-values de réévaluation | | 12 | | |
| Réserves | | 13 | 2.878,39 | 2.790,43 |
| Réserve légale | | 130 | 2.878,39 | 2.790,43 |
| Réserves indisponibles | | 131 | | |
| Pour actions propres | | 1310 | | |
| Autres | | 1311 | | |
| Réserves immunisées | | 132 | | |
| Réserves disponibles | | 133 | | |
| Bénéfice (Perte) reporté(e)(+)/(-) | | 14 | 6.121,58 | 4.450,27 |
| Subsides en capital | | 15 | | |
| Avance aux associés sur répartition de l'actif net ⁵ | | 19 | | |
| PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS | | 16 | <u> </u> | <u> </u> |
| Provisions pour risques et charges | | 160/5 | | |
| Pensions et obligations similaires | | 160 | | |
| Charges fiscales | | 161 | | |
| Grosses réparations et gros entretien | | 162 | | |
| Obligations environnementales | | 163 | | |
| Autres risques et charges | 6.8 | 164/5 | | |
| Impôts différés | | 168 | | |

⁴ Montant venant en déduction du capital souscrit.

⁵ Montant venant en déduction des autres composantes des capitaux propres.

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|------|-------|------------------|--------------------|
| DETTES | | 17/49 | <u>25.443,68</u> | <u>25.268,18</u> |
| Dettes à plus d'un an | 6.9 | 17 | | |
| Dettes financières | | 170/4 | | |
| Emprunts subordonnés | | 170 | | |
| Emprunts obligataires non subordonnés | | 171 | | |
| Dettes de location-financement et dettes assimilées | | 172 | | |
| Etablissements de crédit | | 173 | | |
| Autres emprunts | | 174 | | |
| Dettes commerciales | | 175 | | |
| Fournisseurs | | 1750 | | |
| Effets à payer | | 1751 | | |
| Acomptes reçus sur commandes | | 176 | | |
| Autres dettes | | 178/9 | | |
| Dettes à un an au plus | 6.9 | 42/48 | 25.239,25 | 25.268,18 |
| Dettes à plus d'un an échéant dans l'année | | 42 | | |
| Dettes financières | | 43 | | |
| Etablissements de crédit | | 430/8 | | |
| Autres emprunts | | 439 | | |
| Dettes commerciales | | 44 | 25.239,25 | 17.802,25 |
| Fournisseurs | | 440/4 | 25.239,25 | 17.802,25 |
| Effets à payer | | 441 | | |
| Acomptes reçus sur commandes | | 46 | | |
| Dettes fiscales, salariales et sociales | 6.9 | 45 | | 7.435,93 |
| Impôts | | 450/3 | | 7.435,93 |
| Rémunérations et charges sociales | | 454/9 | | |
| Autres dettes | | 47/48 | | 30,00 |
| Comptes de régularisation | 6.9 | 492/3 | 204,43 | |
| TOTAL DU PASSIF | | 10/49 | 234.443,65 | 232.508,88 |

COMPTE DE RÉSULTATS

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|------|--------|------------|--------------------|
| Ventes et prestations | | 70/76A | 117.536,80 | 151.343,90 |
| Chiffre d'affaires | 6.10 | 70 | 117.536,80 | 151.343,90 |
| En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution: augmentation (réduction)(+)/(-) | | 71 | | |
| Production immobilisée | | 72 | | |
| Autres produits d'exploitation | 6.10 | 74 | | |
| Produits d'exploitation non récurrents | 6.12 | 76A | | |
| Coût des ventes et des prestations | | 60/66A | 115.196,75 | 139.394,47 |
| Approvisionnements et marchandises | | 60 | | |
| Achats | | 600/8 | | |
| Stocks: réduction (augmentation)(+)/(-) | | 609 | | |
| Services et biens divers | | 61 | 115.196,75 | 139.394,47 |
| Rémunérations, charges sociales et pensions(+)/(-) | 6.10 | 62 | | |
| Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles | | 630 | | |
| Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises)(+)/(-) | | 631/4 | | |
| Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises)(+)/(-) | 6.10 | 635/8 | | |
| Autres charges d'exploitation | 6.10 | 640/8 | | |
| Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration | | 649 | | |
| Charges d'exploitation non récurrentes | 6.12 | 66A | | |
| Bénéfice (Perte) d'exploitation(+)/(-) | | 9901 | 2.340,05 | 11.949,43 |

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|------|--------|----------|--------------------|
| Produits financiers | | 75/76B | | |
| Produits financiers récurrents | | 75 | | |
| Produits des immobilisations financières | | 750 | | |
| Produits des actifs circulants | | 751 | | |
| Autres produits financiers | 6.11 | 752/9 | | |
| Produits financiers non récurrents | 6.12 | 76B | | |
| Charges financières | 6.11 | 65/66B | 580,78 | 585,15 |
| Charges financières récurrentes | | 65 | 580,78 | 585,15 |
| Charges des dettes | | 650 | | |
| Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales: dotations (reprises)(+)/(-) | | 651 | | |
| Autres charges financières | | 652/9 | 580,78 | 585,15 |
| Charges financières non récurrentes | 6.12 | 66B | | |
| Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts(+)/(-) | | 9903 | 1.759,27 | 11.364,28 |
| Prélèvements sur les impôts différés | | 780 | | |
| Transfert aux impôts différés | | 680 | | |
| Impôts sur le résultat(+)/(-) | 6.13 | 67/77 | | |
| Impôts | | 670/3 | | |
| Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales | | 77 | | |
| Bénéfice (Perte) de l'exercice(+)/(-) | | 9904 | 1.759,27 | 11.364,28 |
| Prélèvements sur les réserves immunisées | | 789 | | |
| Transfert aux réserves immunisées | | 689 | | |
| Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-) | | 9905 | 1.759,27 | 11.364,28 |

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|--------|----------|--------------------|
| Bénéfice (Perte) à affecter(+)/(-) | 9906 | 6.209,54 | 5.018,48 |
| Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-) | (9905) | 1.759,27 | 11.364,28 |
| Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent(+)/(-) | 14P | 4.450,27 | -6.345,80 |
| Prélèvements sur les capitaux propres | 791/2 | | |
| sur le capital et les primes d'émission | 791 | | |
| sur les réserves | 792 | | |
| Affectations aux capitaux propres | 691/2 | 87,96 | 568,21 |
| au capital et aux primes d'émission | 691 | | |
| à la réserve légale | 6920 | 87,96 | 568,21 |
| aux autres réserves | 6921 | | |
| Bénéfice (Perte) à reporter(+)/(-) | (14) | 6.121,58 | 4.450,27 |
| Intervention d'associés dans la perte | 794 | | |
| Bénéfice à distribuer | 694/7 | | |
| Rémunération du capital | 694 | | |
| Administrateurs ou gérants | 695 | | |
| Employés | 696 | | |
| Autres allocataires | 697 | | |

**CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, SAVOIR-FAIRE,
MARQUES ET DROITS SIMILAIRES**

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|-------|------------------|--------------------|
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8052P | xxxxxxxxxxxxxxxx | 51.176,80 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Acquisitions, y compris la production immobilisée | 8022 | | |
| Cessions et désaffectations | 8032 | | |
| Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-) | 8042 | | |
| Valeur d'acquisition au terme de l'exercice | 8052 | 51.176,80 | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 8122P | xxxxxxxxxxxxxxxx | 51.176,80 |
| Mutations de l'exercice | | | |
| Actés | 8072 | | |
| Repris | 8082 | | |
| Acquis de tiers | 8092 | | |
| Annulés à la suite de cessions et désaffectations | 8102 | | |
| Transférés d'une rubrique à une autre(+)/(-) | 8112 | | |
| Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice | 8122 | 51.176,80 | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE | 211 | <hr/> | |

ETAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

ETAT DU CAPITAL

Capital social

Capital souscrit au terme de l'exercice
 Capital souscrit au terme de l'exercice

| Codes | Exercice | Exercice précédent |
|-------|------------------|--------------------|
| 100P | XXXXXXXXXXXXXXXX | 200.000,00 |
| (100) | 200.000,00 | |

Modifications au cours de l'exercice

Représentation du capital
 Catégories d'actions

Catégories A
 Catégories B
 Actions nominatives
 Actions dématérialisées

| Codes | Montants | Nombre d'actions |
|-------|------------------|------------------|
| | 101.000,00 | 1.010 |
| | 99.000,00 | 990 |
| 8702 | XXXXXXXXXXXXXXXX | 2.000 |
| 8703 | XXXXXXXXXXXXXXXX | |

Capital non libéré

Capital non appelé
 Capital appelé, non versé
 Actionnaires redevables de libération

| Codes | Montant non appelé | Montant appelé, non versé |
|-------|--------------------|---------------------------|
| (101) | | XXXXXXXXXXXXXXXX |
| 8712 | XXXXXXXXXXXXXXXX | |

Actions propres

Détenues par la société elle-même
 Montant du capital détenu
 Nombre d'actions correspondantes
 Détenues par ses filiales
 Montant du capital détenu
 Nombre d'actions correspondantes

| Codes | Exercice |
|-------|----------|
| 8721 | |
| 8722 | |
| 8731 | |
| 8732 | |
| 8740 | |
| 8741 | |
| 8742 | |
| 8745 | |
| 8746 | |
| 8747 | |
| 8751 | |

Engagement d'émission d'actions

Suite à l'exercice de droits de conversion
 Montant des emprunts convertibles en cours
 Montant du capital à souscrire
 Nombre maximum correspondant d'actions à émettre
 Suite à l'exercice de droits de souscription
 Nombre de droits de souscription en circulation
 Montant du capital à souscrire
 Nombre maximum correspondant d'actions à émettre

Capital autorisé non souscrit

Parts non représentatives du capital

Répartition

Nombre de parts

Nombre de voix qui y sont attachées

Ventilation par actionnaire

Nombre de parts détenues par la société elle-même

Nombre de parts détenues par les filiales

| Codes | Exercice |
|-------|----------|
| 8761 | |
| 8762 | |
| 8771 | |
| 8781 | |

STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT DE L'ENTREPRISE À LA DATE DE CLÔTURE DE SES COMPTES

Telle qu'elle résulte des déclarations reçues par l'entreprise en vertu du Code des sociétés, art. 631 §2 dernier alinéa et art. 632 §2 dernier alinéa, de la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes, art. 14 alinéa 4 de l'arrêté royal du 21 août 2008 fixant les règles complémentaires applicables à certains systèmes multilatéraux de négociation, art. 5.

GO WEST SA – L'actionariat

| | |
|---|---------------|
| DREAMWALL (SA) Rue Jules Destrée, 52 B-6001 MARCINELLE | 210 actions A |
| GENVAL LES DAMES Rue de la Station, 6 B-1332 GENVAL | 200 actions A |
| Sprl F.D.P PRODUCTION Avenue Centrale, 63 B-6001 MARCINELLE | 200 actions A |
| WIZZ DISTRICT(SA) 45 Place Alphonse Favresse 1310 La Hulpe | 200 actions A |
| SA EMAKINA GROUP Middelbourg 64 A B-1170 BRUXELLES | 200 actions A |
| WALLIMAGE ENTREPRISES (SA) Rue du Onze Novembre 6 B-7000 Mons | 490 actions B |
| SAMBRINVEST (SA) Avenue Georges Lemaître, 62 B- 6041 GOSSELIES | 125 actions B |
| INVEST MONS BORINAGE CENTRE (SA) Rue des quatre fils Aymon, 14 B-7000 MONS | 125 actions B |
| HOCCINVEST (SA) Rue Defacqz, 17 B-7800 ATH | 125 actions B |
| NIVELINVEST (SA) Rue Saint André, 1 B-1400 NIVELLES | 125 actions B |

ETAT DES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION DU PASSIF

VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE

Dettes à plus d'un an échéant dans l'année

| | Codes | Exercice |
|---|-------------|----------|
| Dettes financières | 8801 | |
| Emprunts subordonnés | 8811 | |
| Emprunts obligataires non subordonnés | 8821 | |
| Dettes de location-financement et dettes assimilées | 8831 | |
| Etablissements de crédit | 8841 | |
| Autres emprunts | 8851 | |
| Dettes commerciales | 8861 | |
| Fournisseurs | 8871 | |
| Effets à payer | 8881 | |
| Acomptes reçus sur commandes | 8891 | |
| Autres dettes | 8901 | |
| Total des dettes à plus d'un an échéant dans l'année | (42) | |

Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir

| | | |
|--|-------------|--|
| Dettes financières | 8802 | |
| Emprunts subordonnés | 8812 | |
| Emprunts obligataires non subordonnés | 8822 | |
| Dettes de location-financement et dettes assimilées | 8832 | |
| Etablissements de crédit | 8842 | |
| Autres emprunts | 8852 | |
| Dettes commerciales | 8862 | |
| Fournisseurs | 8872 | |
| Effets à payer | 8882 | |
| Acomptes reçus sur commandes | 8892 | |
| Autres dettes | 8902 | |
| Total des dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir | 8912 | |

Dettes ayant plus de 5 ans à courir

| | | |
|--|-------------|--|
| Dettes financières | 8803 | |
| Emprunts subordonnés | 8813 | |
| Emprunts obligataires non subordonnés | 8823 | |
| Dettes de location-financement et dettes assimilées | 8833 | |
| Etablissements de crédit | 8843 | |
| Autres emprunts | 8853 | |
| Dettes commerciales | 8863 | |
| Fournisseurs | 8873 | |
| Effets à payer | 8883 | |
| Acomptes reçus sur commandes | 8893 | |
| Autres emprunts | 8903 | |
| Total des dettes ayant plus de 5 ans à courir | 8913 | |

N° 0825.703.293

C 6.9

COMPTES DE RÉGULARISATION

Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important
Charges à imputer

| Exercice |
|----------|
| 204,43 |

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

PRODUITS D'EXPLOITATION

Chiffre d'affaires net

Ventilation par catégorie d'activité

CA Audio/Vidéo

Ventilation par marché géographique

Autres produits d'exploitation

Subsides d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics

CHARGES D'EXPLOITATION

Travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel

Nombre total à la date de clôture

Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein

Nombre d'heures effectivement prestées

Frais de personnel

Rémunérations et avantages sociaux directs

Cotisations patronales d'assurances sociales

Primes patronales pour assurances extralégales

Autres frais de personnel

Pensions de retraite et de survie

| Codes | Exercice | Exercice précédent |
|-------|------------|--------------------|
| | 117.536,80 | 151.343,90 |
| 740 | | |
| 9086 | | |
| 9087 | | |
| 9088 | | |
| 620 | | |
| 621 | | |
| 622 | | |
| 623 | | |
| 624 | | |

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|-------|----------|--------------------|
| Provisions pour pensions et obligations similaires | | | |
| Dotations (utilisations et reprises) (+)/(-) | 635 | | |
| Réductions de valeur | | | |
| Sur stocks et commandes en cours | | | |
| Actées | 9110 | | |
| Reprises | 9111 | | |
| Sur créances commerciales | | | |
| Actées | 9112 | | |
| Reprises | 9113 | | |
| Provisions pour risques et charges | | | |
| Constitutions | 9115 | | |
| Utilisations et reprises | 9116 | | |
| Autres charges d'exploitation | | | |
| Impôts et taxes relatifs à l'exploitation | 640 | | |
| Autres | 641/8 | | |
| Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise | | | |
| Nombre total à la date de clôture | 9096 | | |
| Nombre moyen calculé en équivalents temps plein | 9097 | | |
| Nombre d'heures effectivement prestées | 9098 | | |
| Frais pour l'entreprise | 617 | | |

RÉSULTATS FINANCIERS

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|-------|----------|--------------------|
| PRODUITS FINANCIERS RÉCURRENTS | | | |
| Autres produits financiers | | | |
| Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats | | | |
| Subsides en capital | 9125 | | |
| Subsides en intérêts | 9126 | | |
| Ventilation des autres produits financiers | | | |
| CHARGES FINANCIÈRES RÉCURRENTES | | | |
| Amortissement des frais d'émission d'emprunts | | | |
| | 6501 | | |
| Intérêts portés à l'actif | | | |
| | 6503 | | |
| Réductions de valeur sur actifs circulants | | | |
| Actées | 6510 | | |
| Reprises | 6511 | | |
| Autres charges financières | | | |
| Montant de l'escompte à charge de l'entreprise sur la négociation de créances | | | |
| | 653 | | |
| Provisions à caractère financier | | | |
| Dotations | 6560 | | |
| Utilisations et reprises | 6561 | | |
| Ventilation des autres charges financières | | | |
| Frais organismes financiers | | 521,34 | 255,15 |
| Intérêts de retard | | 59,44 | 330,00 |

**RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES AUTRES
ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION**

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|---------|-----------|--------------------|
| ENTREPRISES LIÉES | | | |
| Immobilisations financières | (280/1) | | |
| Participations | (280) | | |
| Créances subordonnées | 9271 | | |
| Autres créances | 9281 | | |
| Créances | 9291 | 30.129,00 | 88.127,93 |
| A plus d'un an | 9301 | | |
| A un an au plus | 9311 | 30.129,00 | 88.127,93 |
| Placements de trésorerie | 9321 | | |
| Actions | 9331 | | |
| Créances | 9341 | | |
| Dettes | 9351 | 500,00 | 30,00 |
| A plus d'un an | 9361 | | |
| A un an au plus | 9371 | 500,00 | 30,00 |
| Garanties personnelles et réelles | | | |
| Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées | 9381 | | |
| Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises liées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise | 9391 | | |
| Autres engagements financiers significatifs | 9401 | | |
| Résultats financiers | | | |
| Produits des immobilisations financières | 9421 | | |
| Produits des actifs circulants | 9431 | | |
| Autres produits financiers | 9441 | | |
| Charges des dettes | 9461 | | |
| Autres charges financières | 9471 | | |
| Cessions d'actifs immobilisés | | | |
| Plus-values réalisées | 9481 | | |
| Moins-values réalisées | 9491 | | |

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES AUTRES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|-------|----------|--------------------|
| ENTREPRISES ASSOCIÉES | | | |
| Immobilisations financières | 9253 | | |
| Participations | 9263 | | |
| Créances subordonnées | 9273 | | |
| Autres créances | 9283 | | |
| Créances | 9293 | | |
| A plus d'un an | 9303 | | |
| A un an au plus | 9313 | | |
| Dettes | 9353 | | |
| A plus d'un an | 9363 | | |
| A un an au plus | 9373 | | |
| Garanties personnelles et réelles | | | |
| Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises associées | 9383 | | |
| Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises associées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise | 9393 | | |
| Autres engagements financiers significatifs | 9403 | | |
| AUTRES ENTREPRISES AVEC UN LIEN DE PARTICIPATION | | | |
| Immobilisations financières | 9252 | | |
| Participations | 9262 | | |
| Créances subordonnées | 9272 | | |
| Autres créances | 9282 | | |
| Créances | 9292 | | |
| A plus d'un an | 9302 | | |
| A un an au plus | 9312 | | |
| Dettes | 9352 | | |
| A plus d'un an | 9362 | | |
| A un an au plus | 9372 | | |

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES EFFECTUÉES DANS DES CONDITIONS AUTRES QUE CELLES DU MARCHÉ

Mention de telles transactions, si elles sont significatives, y compris le montant et indication de la nature des rapports avec la partie liée, ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait nécessaire pour obtenir une meilleure compréhension de la position financière de la société

Néant

| Exercice |
|----------|
| |

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC

LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ENTREPRISE SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES

Créances sur les personnes précitées

Conditions principales des créances, taux d'intérêt, durée, montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé

Garanties constituées en leur faveur

Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable

Aux administrateurs et gérants

Aux anciens administrateurs et anciens gérants

| Codes | Exercice |
|-------|----------|
| 9500 | |
| 9501 | |
| 9502 | |
| 9503 | |
| 9504 | |

LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)

Emoluments du (des) commissaire(s)

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisoriale

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisoriale

| Codes | Exercice |
|-------|----------|
| 9505 | 2.500,00 |
| 95061 | |
| 95062 | |
| 95063 | |
| 95081 | |
| 95082 | |
| 95083 | |

Mentions en application de l'article 133, paragraphe 6 du Code des sociétés

DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS**INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR LES ENTREPRISES SOUMISES AUX DISPOSITIONS DU CODE DES SOCIÉTÉS RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS**

~~L'entreprise établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion.*~~

L'entreprise n'établit pas de comptes consolidés ni de rapport consolidé de gestion, parce qu'elle en est exemptée pour la (les) raison(s) suivante(s) *

L'entreprise et ses filiales ne dépassent pas, sur base consolidée, plus d'une des limites visées à l'article 16 du Code des sociétés *

~~L'entreprise ne possède que des entreprises filiales qui, eu égard à l'évaluation du patrimoine consolidé, de la position financière consolidée ou du résultat consolidé, ne présentent, tant individuellement que collectivement, qu'un intérêt négligeable (article 140 du Code des sociétés).~~

~~L'entreprise est elle-même filiale d'une entreprise mère qui établit et publie des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation.*~~

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, numéro d'entreprise de l'(des) entreprise(s) mère(s) et indication si cette (ces) entreprise(s) mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation **:

Si l'(les) entreprise(s) mère(s) est (sont) de droit étranger, lieu où les comptes consolidés dont question ci-avant peuvent être obtenus **:

* Biffer la mention inutile.

** Si les comptes de l'entreprise sont consolidés à plusieurs niveaux, les renseignements sont donnés d'une part, pour l'ensemble le plus grand et d'autre part, pour l'ensemble le plus petit d'entreprises dont l'entreprise fait partie en tant que filiale et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

Règles d'évaluation arrêtées par le Conseil d'Administration

1. Petit outillage et matières consommables de faible valeur

Ces articles dont la valeur d'acquisition est négligeable par rapport à l'ensemble du bilan, sont pris en charge au moment de l'achat.

2. Amortissements sur immobilisations

Les immobilisations sont reprises au bilan sur base de leur valeur d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties suivant les bases ci-après:

- Frais d'établissement : amortissement 100% sur l'année en cours.
- Production audiovisuelle : amortissement 100% dans l'année en cours.

3. Revenus

Les revenus sont calculés sur base d'un % variable sur un montant brut amené par le ou les investisseurs Tax-Shelter apportés par Go West aux diverses productions.

...

| | | | | | | |
|------|---------------|-----------------|----|----|-----|-----|
| 20 | | | | 1 | EUR | |
| NAT. | Date du dépôt | N° 0825.703.293 | P. | U. | D. | A 1 |

COMPTES ANNUELS ET AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS

DONNÉES D'IDENTIFICATION (à la date du dépôt)

DÉNOMINATION: **GO WEST INVEST**

Forme juridique: **SA**

Adresse: **Rue Jules Destrée**

N°: **52**

Code postal: **6001**

Commune: **Marcinelle**

Pays: **Belgique**

Registre des personnes morales (RPM) – Tribunal de l'entreprise de **Mons-Charleroi, division Charleroi**

Adresse Internet¹:

Numéro d'entreprise **0825.703.293**

DATE **6/05/2010** du dépôt de l'acte constitutif OU du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts.

COMPTES ANNUELS **EN EUROS (2 décimales)**²

| | | |
|---|---------------------------------------|----------------------|
| | approuvés par l'assemblée générale du | 11/06/2019 |
| et relatifs à l'exercice couvrant la période du | 1/01/2018 | au 31/12/2018 |
| Exercice précédent du | 1/01/2017 | au 31/12/2017 |

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont / ~~ne sont pas~~³ identiques à ceux publiés antérieurement.

Nombre total de pages déposées: **13** Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet: 6.1.2, 6.1.3, 6.2, 6.3, 6.4, 6.5, 6.7, 6.9, 7.1, 7.2, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19



Signature
(nom et qualité)

Av. Consult. SPRL

Représentée par **Léon Pérahia**

Signature
(nom et qualité)

¹ Mention facultative.

² Au besoin, adapter la devise et l'unité dans lesquelles les montants sont exprimés.

³ Biffer la mention inutile.

**LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES
ET DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE
VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE**

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES

LISTE COMPLÈTE avec mention des nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de l'entreprise

AV CONSULT SPRL 0861.264.087

Rue Fonds de l'Eau 49, 5660 Couvin, Belgique

Fonction : Administrateur délégué

Mandat : 8/06/2016- 25/04/2022

Représenté par:

1. PERAHIA Léon

Rue Fonds de l'eau .49 , 5660 Couvin, Belgique

WALLIMAGE SA 0472.062.970

Rue du Onze Novembre 6, 7000 Mons, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 8/06/2016- 25/04/2022

Représenté par:

1. NOUVELLE Virginie

Rue des Canadiens 53 , 7022 Hyon, Belgique

F D P PRODUCTION SPRL 0457.249.783

Avenue Centrale 63, 6001 Marcinelle, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 8/06/2016- 25/04/2022

Représenté par:

1. DECOUX Frédéric

Avenue Centrale 63 , 6001 Marcinelle, Belgique

WIZZ DISTRICT SA 0832.947.314

Place Alphonse Favresse 45, 1310 La Hulpe, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 8/06/2016- 25/04/2022

Représenté par:

1. Denis Michel

Su l'Tidge 44 , 5003 Saint-Marc, Belgique

GENVAL LES DAMES SA 0870.130.184

Rue de la Station 6, 1332 Genval, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 8/06/2016- 25/04/2022

Représenté par:

1. DONTAINE Etienne

Avenue Félix 13 , 1330 Rixensart, Belgique

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES (suite de la page précédente)**Deloitte Réviseurs d' Entreprises SC sfd SCRL 0429.053.863**

Gateway Building - Luchthaven nationaal 1J, 1930 Zaventem, Belgique

Fonction : Commissaire, Numéro de membre : B00025

Mandat : 8/06/2016- 11/06/2019

Représenté par:

1. Delforge Julie

Rue Alfred Deponthière 46 , 4431 Loncin, Belgique

, Numéro de membre : A-02129

EMAKINA GROUP SA 0464.812.221

Middelbourg 64A, 1170 Bruxelles 17, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 8/06/2016- 25/04/2022

Représenté par:

1. Willer Thierry

Rue des Trippes 10 , 7850 Marcq, Belgique

DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas autorisée par la loi, en application des articles 34 et 37 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Les comptes annuels ~~ont~~ / n'ont pas * été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable externe, par un réviseur d'entreprises qui n'est pas le commissaire.

Dans l'affirmative, sont mentionnés dans le tableau ci-dessous: les nom, prénoms, profession et domicile; le numéro de membre auprès de son institut et la nature de la mission:

- A. La tenue des comptes de l'entreprise **;
- B. L'établissement des comptes annuels **;
- C. La vérification des comptes annuels et/ou
- D. Le redressement des comptes annuels.

Si des missions visées sous A. ou sous B. ont été accomplies par des comptables agréés ou par des comptables-fiscalistes agréés, peuvent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque comptable agréé ou comptable-fiscaliste agréé et son numéro de membre auprès de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ainsi que la nature de sa mission.

| Nom, prénoms, profession, domicile | Numéro de membre | Nature de la mission (A, B, C et/ou D) |
|------------------------------------|------------------|---|
| | | |

* Biffer la mention inutile.

** Mention facultative.

COMPTES ANNUELS

BILAN APRÈS RÉPARTITION

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|-------|-------|------------|--------------------|
| ACTIF | | | | |
| FRAIS D'ÉTABLISSEMENT | | 20 | _____ | _____ |
| ACTIFS IMMOBILISÉS | | 21/28 | _____ | _____ |
| Immobilisations incorporelles | 6.1.1 | 21 | | |
| Immobilisations corporelles | 6.1.2 | 22/27 | | |
| Terrains et constructions | | 22 | | |
| Installations, machines et outillage | | 23 | | |
| Mobilier et matériel roulant | | 24 | | |
| Location-financement et droits similaires | | 25 | | |
| Autres immobilisations corporelles | | 26 | | |
| Immobilisations en cours et acomptes versés | | 27 | | |
| Immobilisations financières | 6.1.3 | 28 | | |
| ACTIFS CIRCULANTS | | 29/58 | 242.301,91 | 234.443,65 |
| Créances à plus d'un an | | 29 | | |
| Créances commerciales | | 290 | | |
| Autres créances | | 291 | | |
| Stocks et commandes en cours d'exécution | | 3 | | |
| Stocks | | 30/36 | | |
| Commandes en cours d'exécution | | 37 | | |
| Créances à un an au plus | | 40/41 | 61.274,40 | 65.152,54 |
| Créances commerciales | | 40 | 61.274,40 | 64.130,00 |
| Autres créances | | 41 | | 1.022,54 |
| Placements de trésorerie | | 50/53 | | |
| Valeurs disponibles | | 54/58 | 181.027,51 | 169.291,11 |
| Comptes de régularisation | | 490/1 | | |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 20/58 | 242.301,91 | 234.443,65 |

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|------|-------|------------|--------------------|
| DETTES | | 17/49 | 28.820,34 | 25.443,68 |
| Dettes à plus d'un an | 6.3 | 17 | | |
| Dettes financières | | 170/4 | | |
| Etablissements de crédit, dettes de location- financement et dettes assimilées..... | | 172/3 | | |
| Autres emprunts | | 174/0 | | |
| Dettes commerciales | | 175 | | |
| Acomptes reçus sur commandes | | 176 | | |
| Autres dettes | | 178/9 | | |
| Dettes à un an au plus | 6.3 | 42/48 | 28.820,34 | 25.239,25 |
| Dettes à plus d'un an échéant dans l'année | | 42 | | |
| Dettes financières | | 43 | | |
| Etablissements de crédit | | 430/8 | | |
| Autres emprunts | | 439 | | |
| Dettes commerciales | | 44 | 28.485,47 | 25.239,25 |
| Fournisseurs | | 440/4 | 28.485,47 | 25.239,25 |
| Effets à payer | | 441 | | |
| Acomptes reçus sur commandes | | 46 | | |
| Dettes fiscales, salariales et sociales | | 45 | 334,87 | |
| Impôts | | 450/3 | 334,87 | |
| Rémunérations et charges sociales | | 454/9 | | |
| Autres dettes | | 47/48 | | |
| Comptes de régularisation | | 492/3 | | 204,43 |
| TOTAL DU PASSIF | | 10/49 | 242.301,91 | 234.443,65 |

COMpte DE RÉSULTATS

| | Ann. | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|---|------|--------|-----------------|--------------------|
| Produits et charges d'exploitation | | | | |
| Marge brute d'exploitation(+)/(-) | | 9900 | 4.968,18 | 2.340,05 |
| Dont: produits d'exploitation non récurrents | | 76A | | |
| Chiffre d'affaires* | | 70 | | |
| Approvisionnements, marchandises, services et biens divers* | | 60/61 | | |
| Rémunérations, charges sociales et pensions(+)/(-) | 6.4 | 62 | | |
| Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles | | 630 | | |
| Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises)(+)/(-) | | 631/4 | | |
| Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises)(+)/(-) | | 635/8 | | |
| Autres charges d'exploitation | | 640/8 | | |
| Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration | | 649 | | |
| Charges d'exploitation non récurrentes | | 66A | | |
| Bénéfice (Perte) d'exploitation(+)/(-) | | 9901 | <u>4.968,18</u> | <u>2.340,05</u> |
| Produits financiers | 6.4 | 75/76B | | |
| Produits financiers récurrents | | 75 | | |
| Dont: subsides en capital et en intérêts | | 753 | | |
| Produits financiers non récurrents | | 76B | | |
| Charges financières | 6.4 | 65/66B | 264,24 | 580,78 |
| Charges financières récurrentes | | 65 | 264,24 | 580,78 |
| Charges financières non récurrentes | | 66B | | |
| Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts(+)/(-) | | 9903 | <u>4.703,94</u> | <u>1.759,27</u> |
| Prélèvements sur les impôts différés | | 780 | | |
| Transfert aux impôts différés | | 680 | | |
| Impôts sur le résultat(+)/(-) | | 67/77 | 222,34 | |
| Bénéfice (Perte) de l'exercice(+)/(-) | | 9904 | <u>4.481,60</u> | <u>1.759,27</u> |
| Prélèvements sur les réserves immunisées | | 789 | | |
| Transfert aux réserves immunisées | | 689 | | |
| Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-) | | 9905 | <u>4.481,60</u> | <u>1.759,27</u> |

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

| | Codes | Exercice | Exercice précédent |
|--|--------|-----------|--------------------|
| Bénéfice (Perte) à affecter(+)/(-) | 9906 | 10.603,18 | 6.209,54 |
| Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-) | (9905) | 4.481,60 | 1.759,27 |
| Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent(+)/(-) | 14P | 6.121,58 | 4.450,27 |
| Prélèvements sur les capitaux propres | 791/2 | | |
| Affectations aux capitaux propres | 691/2 | 224,08 | 87,96 |
| au capital et aux primes d'émission | 691 | | |
| à la réserve légale | 6920 | 224,08 | 87,96 |
| aux autres réserves | 6921 | | |
| Bénéfice (Perte) à reporter(+)/(-) | (14) | 10.379,10 | 6.121,58 |
| Intervention d'associés dans la perte | 794 | | |
| Bénéfice à distribuer | 694/7 | | |
| Rémunération du capital | 694 | | |
| Administrateurs ou gérants | 695 | | |
| Employés | 696 | | |
| Autres allocataires | 697 | | |

ANNEXE

ETAT DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

Acquisitions, y compris la production immobilisée

Cessions et désaffectations

Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

Actés

Repris

Acquis de tiers

Annulés à la suite de cessions et désaffectations

Transférés d'une rubrique à une autre(+)/(-)

Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice

VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE

| Codes | Exercice | Exercice précédent |
|-------|-----------------|--------------------|
| 8059P | xxxxxxxxxxxxxxx | 51.176,80 |
| 8029 | | |
| 8039 | | |
| 8049 | | |
| 8059 | 51.176,80 | |
| 8129P | xxxxxxxxxxxxxxx | 51.176,80 |
| 8079 | | |
| 8089 | | |
| 8099 | | |
| 8109 | | |
| 8119 | | |
| 8129 | 51.176,80 | |
| (21) | _____ | |

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES, LES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES

ENTREPRISES LIÉES OU ASSOCIÉES

Garanties constituées en leur faveur
 Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

| Codes | Exercice |
|-------|----------|
| 9294 | |
| 9295 | |
| 9500 | |
| 9501 | |
| 9502 | |

LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ENTREPRISE SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES

Créances sur les personnes précitées
 Conditions principales des créances, taux d'intérêt, durée, montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé

Garanties constituées en leur faveur
 Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)

Deloitte SA

| Exercice |
|----------|
| 2.500,00 |

TRANSACTIONS CONCLUES, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, EN DEHORS DES CONDITIONS DE MARCHÉ NORMALES

Avec des personnes détenant une participation dans l'entreprise

Nature des transactions
 Néant

Avec des entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation

Nature des transactions

Avec des membres des organes d'administration, de gestion ou de surveillance de l'entreprise

Nature des transactions

| Exercice |
|----------|
| |

RÈGLES D'ÉVALUATION

Règles d'évaluation arrêtées par le Conseil d'Administration

1. Petit outillage et matières consommables de faible valeur

Ces articles dont la valeur d'acquisition est négligeable par rapport à l'ensemble du bilan, sont pris en charge au moment de l'achat.

2. Amortissements sur immobilisations

Les immobilisations sont reprises au bilan sur base de leur valeur d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties suivant les bases ci-après:

- Frais d'établissement : amortissement 100% sur l'année en cours.
- Production audiovisuelle : amortissement 100% dans l'année en cours.

3. Revenus

Les revenus sont calculés sur base d'un % variable sur un montant brut amené par le ou les investisseurs Tax-Shelter apportés par Go West aux diverses productions.

STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT DE L'ENTREPRISE À LA DATE DE CLÔTURE DE SES COMPTES

Telle qu'elle résulte des déclarations reçues par l'entreprise en vertu du Code des sociétés, art. 631 §2 et art. 632 §2; de la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes, art. 14 alinéa 4; de l'arrêté royal du 21 août 2008 fixant les règles complémentaires applicables à certains systèmes multilatéraux de négociation, art. 5.

GO WEST SA – L'actionnariat

| | |
|---|---------------|
| DREAMWALL (SA) Rue Jules Destrée, 52 B-6001 MARGINELLE | 210 actions A |
| GENVAL LES DAMES Rue de la Station, 6 B-1332 GENVAL | 200 actions A |
| Sprl F.D.P PRODUCTION Avenue Centrale, 63 B-6001 MARGINELLE | 200 actions A |
| WIZZ DISTRICT(SA) 45 Place Alphonse Favresse 1310 La Hulpe | 200 actions A |
| SA EMAKINA GROUP Middelbourg 64 A B-1170 BRUXELLES | 200 actions A |
| WALLIMAGE ENTREPRISES (SA) Rue du Onze Novembre 6 B-7000 Mons | 490 actions B |
| SAMBRINVEST (SA) Avenue Georges Lemaître, 62 B- 6041 GOSELIES | 125 actions B |
| INVEST MONS BORINAGE CENTRE (SA) Rue des quatre fils Aymon, 14 B-7000 MONS | 125 actions B |
| HOCCINVEST (SA) Rue Defacqz, 17 B-7800 ATH | 125 actions B |
| NIVELINVEST (SA) Rue Saint André, 1 B-1400 NIVELLES | 125 actions B |